

LE  
MONDE

# libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 202 - JUIN 1974 - Prix 3 F.

*giscard ou un autre...*

**l'émancipation  
des travailleurs  
sera l'œuvre  
des travailleurs  
eux-mêmes**

FOP 2520



# activités de la fédération anarchiste

No 202

Cours de formation anarchiste  
**GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL**  
tous les jeudis soir à 20 h 30 précises  
10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>  
Métro : Blanche ou Abbesses.

Le mois dernier, P. Malsand nous a fait un long exposé sur la révolution espagnole. Cet exposé s'est étalé sur trois jeudis. P. Malsand a analysé le mouvement révolutionnaire avant 36 (historique de la C.N.T., F.A.I. etc...). Le déroulement de la guerre civile (la milice) et les différentes socialisations agricoles ou industrielles qui ont été créées en Aragon et en Catalogne.

Maurice Joyeux a clôturé cette série de cours. Il a bien mis l'accent sur l'analogie qui peut exister par exemple entre Etienne Marcel et Mitterrand, entre Spartacus et les armées révolutionnaires de Mao ou d'autres. Cette série de cours voulait démontrer que la lutte des hommes a été toujours la même durant 2000 ans. Dans des situations différentes les révolutionnaires sont tombés dans les mêmes mythes (parlementarisme et la création d'une armée révolutionnaire à l'image de celle de la classe dirigeante).

Cette série de cours est maintenant close. Cependant les militants du groupe Libertaire Louise Michel assureront une permanence chaque jeudi dès 8h30 ainsi que chaque samedi à 17h jusqu'à la fin juin. (Date des congés scolaires).

\*  
Le groupe libertaire J. Durand du Havre organise les 6-7 juillet un week-end camping, ouvert aux militants et sympathisants de la région normande.

Le terrain se trouve à Blonville (3 km de Deauville) rue Jeanne d'Arc. Le parcours sera fléché dans Blonville même.

Rendez-vous à 14 heures. Amenez matériel de camping évidemment ! Emportez plutôt votre bouffe, c'est le désert !

## PROCES MARINI

On nous annonce la reprise du procès de notre camarade Giovanni Marini, le 28 mai. Nous vous tiendrons au courant de l'issue de ce procès.

La campagne de soutien se poursuit : nous tenons à votre disposition à Publico, de nouveaux dossiers et de nombreuses affiches.

Exigeons la libération de notre camarade Marini.

Les Relations Internationales

## près de nous

### REUNION DES AMIS DE HAN RYNER

SAMEDI 8 JUIN, à 20 h 45, salle des « Amis », 114 bis rue de Vaugirard. Causerie de Louis SIMON : « Han Ryner et les artistes. Portraits, illustrateurs. Han Ryner critique d'art ». Une discussion amicale suivra. Invitation cordiale aux sympathisants.

Le Groupe Libertaire Germinal réédite la brochure de Giovanna Berneri « La Société sans Etat », en vente à Publico 2,50 Frs.

### COMMUNIQUE

Chers camarades,  
La commission d'histoire et d'Édition lance un appel pressant auprès de tous les militants et sympathisants, et plus particulièrement auprès des vieux camarades afin que ceux-ci transmettent à cette commission de la documentation concernant le mouvement libertaire et anarcho-sindicaliste (période entre deux-guerres) qu'ils seraient susceptibles de détenir.

### INFORMATION VACANCES ILE-DE-RE

POSSIBILITE EST DONNEE AUX COPAINS DE LA F.A. DE PASSER DES VACANCES QUI, TOUT EN ETANT AVANTAGEUSES POUR EUX, LEUR OFFRENT LA POSSIBILITE D'UNE DETENTE ENTRE COPAINS AVEC TOUT CE QUE CELA COMPORTE D'INTERET. POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ECRIRE AUX RELATIONS INTERIEURES.

### GROUPE ACTION LIBERTAIRE DE LA ROCHELLE.

Il est bon de rappeler à cet effet que des vieux documents souvent très intéressants disparaissent généralement entre les mains de familles qui ne partagent pas toujours les idées des possesseurs de ces documents lorsque ceux-ci nous quittent.  
La Commission d'histoire et d'Édition  
Pour vos envois :  
M. Maurice Joyeux  
24, rue Paul Albert  
75018 PARIS

### COMMUNIQUE

Le vendredi 3 mai 1974 au matin, notre compagnon Robert Brirot, qui assure la vente du M.L. et la diffusion des idées libertaires dans son kiosque du Pont de Billancourt a été l'objet d'une provocation d'un groupe d'individus voulant l'obliger à retirer de l'affichage des brochures politiques et naturalistes. Quelques instants plus tard a eu lieu l'intervention d'un brigadier de police et de ses hommes, arrivés en car qui lui intimèrent l'ordre de les retirer et en retirèrent, malgré son refus, quelques-unes. Nous nous élevons contre cet abus de pouvoir, ces menaces et ces intimidations qui ne visent qu'à retirer sous la pression d'un soit-disant ordre moral et policier la liberté d'expression et de diffusion de la presse.

Groupe Libertaire Germinal

Le directeur de la publication :  
Maurice Laisant  
Imprimerie POINT 2000 - Paris XI<sup>e</sup>  
Diffusion S.A.E.M.-Transports Presse  
Commission paritaire : N° 28.639  
Dépôt légal 2e trimestre 1974

- AIN**  
GROUPE LIBERTAIRE - OYONNAX  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- BOURG EN BRESSE**  
LIAISON F.A.  
Pour tous renseignements écrire aux relations intérieures.
- ALLIER**  
GROUPE ANARCHISTE  
MONTLUÇON - COMMENTRY  
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.
- LIAISON F.A. - VICHY**  
Pour tous renseignements, s'adresser à : 40, rue A-Cavy, 03-BELLERIVE.
- ALPES DE HAUTE PROVENCE**  
LIAISON ANARCHISTE  
CONTACTS ET INFORMATIONS  
Problèmes Communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures.
- ALPES-MARITIMES**  
LIAISONS F.A. S'adresser Relations Intérieures
- BOUCHES-DU-RHONE**  
LIAISON MARTIQUES  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- CHARENTE-MARITIME**  
GROUPE LIBERTAIRE LOUIS LECOIN - SAINTES  
Pour tous renseignements, s'adresser : Pierre Rousseau, 12, rue de la Grandfont, 17 - Saintes.
- CHER**  
LIAISON F.A. - VIERZON  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- CHARENTE-MARITIME**  
GROUPE D'ACTION LIBERTAIRE LA ROCHELLE  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- COTES DU NORD**  
Présence Anarchiste GUINGAMP  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- DOUBS**  
BESANÇON  
GROUPE PROUDHON  
Pour tous contacts écrire aux relations intérieures.
- DROME**  
MONTEILIMAR  
Liaison FA  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- EURE-ET-LOIR**  
GROUPE LIBERTAIRE DE CHATEAUDUN  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- Liaison BONNEVAL  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- GRONDE**  
GROUPE ANARCHISTE SEBASTIEN FAURE - BORDEAUX  
Réunion chaque mois sur convocation. Le cercle d'étude libertaire : tous les jeudis à 21 h 30, 7, rue du Muguet (Causerie-débat).

- ILLE-ET-VILAINE**  
GROUPE ANARCHISTE RENNES LIBERTAIRE  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- INDRE ET LOIRE**  
GROUPE TOURANGEAU  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- ISERE**  
FORMATION D'UN GROUPE LIBERTAIRE  
Pour tous contacts, s'adresser à B. Lanza, 38 - LES EPARRES.  
Liaison MER  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- LOIRE**  
LIAISON F.A. - SAINT-ETIENNE  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- LOIRE ATLANTIQUE**  
NANTES - Groupe Anarchiste  
Pour tous renseignements, s'adresser 33, Maison Radieuse 44400 - REZE
- LA BAULE**  
Liaison FA  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- LOIR-ET-CHER**  
VENDOME - Liaison F.A.  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- LOIR ET CHER**  
GROUPE DE BLOIS  
Pour tous renseignements écrire aux Relations Intérieures.
- LOT**  
FORMATION ANARCHISTE DE GOURDON - GOURDON  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- LOT-ET-GARONNE**  
GROUPE DE L'INCROYABLE ANARCHIE - AGEN - Edite « L'Incrévable Anarchie »  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- LOZERE**  
LIAISON F.A. - MARVEJOLS  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- MAINE-ET-LOIRE**  
GROUPE NI DIEU NI MAITRE  
ANGERS  
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.
- MEURTHE-ET-MOSELLE**  
GROUPE DE NANCY  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- MOSELLE**  
GROUPE LIBERTAIRE DE METZ  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- MORBHAN**  
LIAISON F.A. - VANNES  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- MORBHAN**  
LIAISON F.A. - LORIENT  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

- NIEVRE**  
LIAISON F.A. - NEVERS  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- NORD**  
GROUPE KRONSTADT  
Région LILLE-ROUBAIX-TOURCOING  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- NORD**  
Groupe « Nous sommes la Tempête »  
Groupe lycéens et étudiants de propagande libertaire.  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PAS-DE-CALAIS**  
GROUPE ANARCHISTE FRANCOIS-VILLON - BETHUNE  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PAS DE CALAIS**  
ARRAS,  
Groupe Artésien,  
Pour tous contacts écrire aux Relations Intérieures.
- PUY-DE-DOME**  
CLERMONT-FERRAND  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PYRENES ATLANTIQUES**  
BAYONNE BIARRITZ  
Formation d'un groupe anarchiste  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PYRENES-ORIENTALES**  
GROUPE L'INTRANSIGEANT  
PERPIGNAN  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PARIS ET SA BANLIEUE**  
G.A.E.L.  
Réunions les mercredis à 20 h 30.  
Permanence les samedis à partir de 15 heures.
- GROUPE LIBERTAIRE KROPOTKINE** - Paris - Banlieue Sud.  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- Groupe anarchiste SOLEIL NOIR  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- LIAISON DES POSTIERS**  
Edite « Gestion Directe »  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL**  
Local : 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic) PARIS (18<sup>e</sup>). (Métro : Blanche ou Abbesses).  
Permanence assurée par les militants du groupe chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements : écrire à Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert, Paris-18<sup>e</sup> ou téléphoner à 076-57-89.
- GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE - ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI**  
13<sup>e</sup>, 56, 13<sup>e</sup> arrondissements.  
S'adresser à Marcel : 3, rue Ternaux, PARIS 11<sup>e</sup>

- PARIS**  
GROUPE LIBERTAIRE ELISEE RECLUS  
THEATRE DANS LA RUE  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB**  
13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements.  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PARIS - SUD-OUEST**  
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL  
15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements.  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- PARIS**  
20<sup>e</sup>me Arrondissement  
Groupe Lycéen anarchiste  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- GROUPE ANARCHISTE DE LA BOETIE**  
NORD DES HAUTS DE SEINE  
Accueil : salle du centre administratif, place de la Maire - Asnières (2<sup>e</sup>me et 4<sup>e</sup>me mercredi du mois à 21 h.  
La Mairie, ASNIERES (deuxième et quatrième mercredi à 21 h.).
- NANTERRE**  
Groupe en formation. Pour tous renseignements s'adresser aux Relations Intérieures.
- BANLIEUE SUD**  
GROUPE NI DIEU NI MAITRE  
Pour tous contacts, s'adresser à PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris
- BANLIEUE-SUD**  
GROUPE LIBERTAIRE DE PROPAGANDE - FRESNES-ANTONY  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- VINCENNES**  
Groupe en formation. Pour tous renseignements s'adresser aux Relations Intérieures.  
Vitry S/Seine cercle Libertaire Rhône-Poulenc  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- SEINE SAINT DENIS**  
MONTREUIL - ROSNY  
Groupe Anarchiste VOLINE  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures (vente ML à Rosny et à Montreuil - Mairie).
- SEINE SAINT-DENIS STAINS**  
Groupe anarchiste  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- VAL DE MARNE**  
VINCENTS-DUISY  
Groupe HAN RYNER  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- VAL DE MARNE**  
NOGENT - PERREUX  
Groupe anarchiste  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

- ESSONNE**  
GROUPE NESTOR-MAKHNO  
BRUNOY - CHENNEVIERES  
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
- VAL D'OISE**  
EAUBONNE-ERMONT et environs  
Formation d'un groupe anarchiste « Front Noir »  
Pour tous renseignements écrire aux Relations Intérieures.
- YVELINES**  
GROUPE DE PRESENCE ANARCHISTE  
CHATOU - Houilles
- YVELINES POISSY**  
Groupe Anarchiste en Formation,  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
- RHONE**  
Groupe anarchiste de LYON  
Pour tous renseignements écrire aux Relations Intérieures.
- SEINE-MARITIME**  
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND - Le HAVRE  
Pour contact, écrire aux Relations Intérieures.
- SEINE-MARITIME**  
GROUPE LIBERTAIRE BOLBEC - LILLEBONNE  
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.
- SEINE-MARITIME**  
GROUPE LIBERTAIRE DELGADO GRANADOS - ROUEN  
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.
- SOMME**  
GROUPE ANARCHISTE AMIENS  
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.
- VAR**  
LIAISON ANARCHISTE TOULONNAISE  
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.
- Vienne**  
GROUPE EN FORMATION  
POITIERS  
Pour tous renseignements, écrire aux relations Intérieures.
- Vienne (HAUTE-)**  
GROUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN FAURE - LIMOGES  
Pour contacts, écrire Relations Intérieures.
- YONNE**  
GROUPE ANARCHISTE D'AUREYAVALLON  
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

**TRESORERIE**  
Pour tout règlement, envoyer vos fonds à Yvonne DALME-NECHES  
C.C.P. 14-277-86, Paris.  
La trésorière :  
Yvonne DALMENECHES

**SOR**

**EDITO**  
Ils ont voté, et

**EN DEHORS D**  
Jeux interdits  
par P.V. BE  
Provocations  
par le PER  
Renversement  
par Pol CH

**ACTUALITES**  
Elections : ali  
par CARM  
Non ! Monsieur  
par P. MAU  
Informations

**SUR LE FRO**  
A travers les l  
des banques à  
par J.P. GE  
Libertés syndi  
par R. PEL  
Pourrissement  
par M. JOY

**ANARCHISME**  
Bakounine ré

**ANTIMITILAI**  
Communiqué  
Cannibales  
par P. MA

**ETUDES ET I**  
La S.A.C. et l  
Argentine  
Allemagne : l

**LITTERATUR**  
La place de l  
par JACQ  
Les disques  
par J.-F. S  
Le livre du m  
par M. JO  
Librairie

Rédaction - Ad  
3, rue Ternaux,  
Tél. 805.

France :  
sous pli fermé :

Nom .....  
Prénoms .....  
Adresse .....  
.....

A partir du num

Abonnement  
 Réabonnement  
Joignez le règlement  
 Chèque postal  
 Chèque bancaire  
 Mandat-Lettre









## JEUX INTERDITS

Un tribunal parisien a infligé quatorze jours de prison ferme à un prévenu de vingt-neuf ans pour avoir « embrassé » de force une jeune passante, puis — a relaté *France-Soir* du 22 janvier 1974 — « tenté de récidiver avec la contractuelle qui s'interposait ».

Le délinquant (!) a déclaré n'avoir pas frappé les jeunes filles, et il semble bien qu'en cela il ait dit la vérité. Il a ajouté :

« J'étais gai, j'avais trop bu, quand on est heureux, c'est normal qu'on embrasse les filles, pas vrai ? ».

Le tribunal indique le quotidien a estimé que « certains débordements affectifs peuvent constituer des violences réprimées par le code pénal ».

D'où les quatorze jours de prison ferme. Infligés, on veut le croire, par mansuétude, pour mettre le détenu à l'abri des tentations.

Aimer une contractuelle  
Dans son beau tailleur lie-de-vin,  
O volupté délictuelle !  
O fruit défendu mais divin !

J'ai rêvé d'en embrasser vingt  
Près de chez moi, dans la ruelle,  
Sans qu'aucune, hostile ou cruelle,  
Osât me résister en vain...

Mais quel turgescent Lovelace,  
Ou quel Casanova salace,  
Ou quel Don Juan écornifleur,

Aurait l'âme assez inspirée,  
L'extase assez énamourée,  
Pour jouir d'un parcmètre en fleur ?

Le coupable (?) en l'occurrence avait bien des handicaps contre lui.

D'abord, il était ouvrier spécialisé, un de ces O.S. que suit une réputation fâcheuse de pauvreté et de revendication.

Ensuite, il s'appelait Ahmed Abid-Madeni, ce qui n'est pas très arien.

Enfin, le baiser d'un Nord-Af à une auxiliaire assermentée de la police a quelque chose de morgantique et de mégalotique qui attire les foudres de la loi.

Justice est faite !

P.-V. BERTHIER

## RENVERSEMENT DES ALLIANCES!

Sans nul doute l'opinion publique peut être prise de vertiges, Spinoza, général fasciste, a renversé la dictature portugaise. Bon catholique, devenu chef de gouvernement se ralliant à la nouvelle Eglise sociale, il n'est pas mouillé dans l'installation du fascisme au Portugal. « Le frère » a pu faire une renversée. Il ne pouvait pas mettre en place un régime plus à droite. Il n'avait qu'un choix : embaucher la gauche. Socialistes et surtout communistes, dans un gouvernement provisoire sont minoritaires d'ailleurs car il faut avoir le soutien du peuple de la métropole quand on a des « emmerdes » avec ses pieds-noirs - Rien de libéral, le général : il a évolué sous certaines pressions et veut sauver la baraque dans la décolonisation inévitable. Il fait l'unité populaire de la métropole. Le peuple en tirera certainement avantage, tant mieux, mais là n'est pas notre propos - Vu de l'extérieur - c'est qu'un général, nouveau ex-fasciste, peut avoir des points communs démontrant

une fois de plus que la dictature sur le prolétariat et la dictature du prolétariat peuvent se rejoindre, et même être en symbiose. Car la dictature sur qui peut-elle s'exercer, si ce n'est sur le prolétariat ? D'aucuns semblent surpris, mais cela n'est pas la première fois que l'on voit de telles associations.

Ainsi sous le premier règne de Peron, le parti communiste argentin a appelé à voter Peron. Il aurait bien eu quelques placards si des terroristes venus dont on ne sait où n'avaient pas assassiné le secrétaire des syndicats péronistes. Aujourd'hui Peron a décidé la chasse aux marxistes.

A Cuba, aussi sous Batista, un autre député communiste a siégé au gouvernement et bien avant le régime de Castro. On en oublie d'ailleurs des virages, des renversements, des alliances et des divorces, etc... Et c'est toujours l'autorité et la dictature sur le prolétariat.

Pol Chenard

## Non! Monsieur PAUWELS

Lors d'une interview avec Monsieur Michel Droit vous avez émis entre autres « pensées » que la SEULE REVOLUTION qui ait JAMAIS EU LIEU était celle de 1789 !!! Vous avez même affirmé qu'il n'était plus possible d'envisager l'autre révolution et que TOUTES LES REVOLUTIONS qui ont pu se manifester ne sont que de pâles reflets de cette année, à votre sens, unique et mémorable.

Si nous pouvons facilement vous concéder que par son principe centraliste cette révolution fut le modèle copié par toutes les révolutions même les plus révolutionnaires parce que établies sur le dogme marxiste ou autoritaire nous nous inscrivons en faux contre votre affirmation qu'il n'y ait pas d'autres RÉVOLUTIONS A FAIRE.

Certes, 1789 a posé des principes (Liberté - Egalité - Fraternité) ; mais ces principes ne sont passés en application que durant un temps très court et, de nos jours, ils ne sont qu'un trompe-l'œil facilitant toutes les escroqueries matérielles et « spirituelles ». Vous savez bien, Pauwels que l'abolition des privilèges n'existera jamais que sur le papier. Le peuple s'est laissé prendre à l'envolée du verbe pendant que la bourgeoisie s'appropriait les droits privilégiés. Vous savez bien que les vrais révolutionnaires ceux qui auraient voulu que les principes passassent dans les faits, ont été réduits au silence par Robespierre par leur destruction physique. Je veux parler des Hébertistes. Vous savez bien que la Bourgeoisie triomphante avec l'appui du Peuple, trahit celui-ci pour s'acoquiner avec la Noblesse et le Clergé, pour soumettre la « Population » à la tyrannie centraliste.

Vous savez bien, Pauwels, que le plus timide essai de fédéralisme fut noyé dans le sang par le Jabobinisme qui a secrété toutes les dictatures : Directoire, Consulat, Empires I et II, Restauration, Fascismes de tous acabits du XX<sup>e</sup> siècle ! Vous savez bien que la situation dont nous souffrons actuellement est la résultante de l'escamotage de la Révolution, la vraie celle où l'Homme, ultime mesure de l'Humanité, deviendra libre et responsable. Alors pourquoi racontez-vous de telles histoires ?

Il est vrai que vous êtes un nanti et vous vous êtes depuis longtemps rangé dans le clan des puissants. Parce que vous avez pâture abondante et toit douillet, vous prétendez à la sagesse qui consiste à regarder crever votre prochain et tout particulièrement cette jeu-

nisse inquiète pour ces lendemains qui, décidément, ne se décident guère à chanter. Vous, filez votre cocoon bienégoïste et comme le rat de La Fontaine vos airs dévots ne masquent qu'un effroyable parti-pris contre ce que doit être la Vie intense, bouillonnante, fracassante changeante. Vous voulez désamorcer la « bombe » jeune par des jérémiades et vous tentez, Pauwels, de faire croire que l'immobilisme ou la glissade à vau-l'eau sont les principes inculqués dès la prime jeunesse. Non, Monsieur Pauwels, la Révolution n'est

pas faite ! Mais elle aurait pu se faire avec vous. Elle se fera sans vous car vous êtes déjà mort Pauwels. Vous êtes déjà mort, parce que, ce que vous pensez être des pensées profondes, n'est que scories d'un foyer que vous avez volontairement éteint, parce que vous ne savez qu'hurler avec les loups cela étant plus simple et plus prudent que de s'engager dans la Grande révolution qui, finalement, envers et contre tous, un jour, sera.

Paul MAUGET.

## PROVOCATIONS!

**H**EIN ! Ça serait chouette l'Anarchie sans éthique, sans la « Morale anarchiste » de Kropotkine et de la « Justice dans la liberté » de Proudhon, les deux bouquins des deux vieux qui avaient la vision d'un avenir.

Ça serait rudement bath l'Anarchie sans éthique, ça pourrait servir à tout le monde, à tous les agités, à tous ceux qui veulent foutre le bordel pour leur profit à droite comme à gauche, il fut, il est des « Anarchistes » de droite ou prétendus tels.

Cohen Bendit disait : « L'Anarchie c'est subversif, on peut faire le chambardement, mais après en fin quoi je suis anarcho-marxiste ». C'était pas l'inventeur du truc, il y en avait eu d'autres, il y en aura par malheur bien d'autres.

A propos de la morale à la Netchaïeff, depuis 68, on voit trainer de-ci, de-là, un certain nihilisme répandu, du genre : il ne s'agit pas d'avoir des adeptes mais de produire des carafons troublés, opinion pas du tout libérale.

Il s'agit de créer des situations avec des parfaits gugs n'ayant rien dans le cigare ; faut bien gamberger la psychologie, les travaux des jésuites et des généraux prussiens. La machiavélisation en somme. Tous les moyens sont bons comme disait et pratiquait Marx. Sur tous les plans, la société autoritaire ayant cultivé depuis longtemps la dissimulation, il s'agit de prendre les tares de la société afin de filer la merde partout, au profit de qui, de quoi ? Certains affirment au profit du « Pouvoir international des conseils ouvriers » ? Manque de pot, les moyens employés ne coïncident pas avec un esprit autogestionnaire, puisque l'individu faut qu'il soit con, qu'il marche à côté de ses pompes.

En 68 pendant longtemps, je les ai trouvés marrant à regarder les Marx Brothers du terrorisme intellectuel. Par exemple ceux du groupe-non-groupe adepte de la théorie non-théorique (sic) en survie d'après eux. Mais répandant une propagande au niveau de son blaze. Un jour nos zigotos annoncèrent la dissolution du groupe-non-groupe et dans un numéro de leur revue, il apparut que les rédacteurs n'étaient rien d'autre que des cigares troublés ; le moins que l'on puisse dire c'est que cela bégaye de la dialectique. D'ailleurs en toute logique, la dissolution était prononcée le jour où le groupe « Noir et Rouge » se rebaptisa en groupe-non-groupe. Ce qui était marrant c'est que des spectateurs, des clients commentèrent amplement la dissolution du « rien ». Et cela continue, après quelques années, on rencontre de plus en plus des esprits troublés et c'est à celui qui veut dépasser l'autre, de plus en plus fort.

Du côté des mecs à pognon de la nouvelle presse psychédélique, je me suis toujours demandé à quoi ils se mettaient les zigs. Publiophobes de surface, ils font sans s'en rendre compte de la réclame pour la drogue dans leurs bandes dessinées. C'est pas croyable, on croirait qu'ils sont les agents publicitaires des héritiers de Lucky Luciano, un chef Mafiosi. Depuis quelques temps d'ailleurs, ils font machine arrière. Nos esprits troublés faisaient et font bien de la publicité pour la défonce dans le style : Dubo-Dubon-Dubonnet. Cinzano-Bianco. La décomposition d'une certaine bourgeoisie, plus les propagandes venues de toutes parts sans rien de constructif, mènent à une subversion foireuse et liberticide.

Le Père Peinard



# à travers les luttes ouvrières: DES BANQUES... ...A DARBOY

Le marché commun semble n'être qu'une illusion. La solidarité, qui aurait dû (dans le cadre du capitalisme bien sûr) se manifester pendant la crise du pétrole, est restée bien discrète. L'Italie à dernièrement fait bande à part en bloquant ses frontières. Pourtant la classe des nantis européens ne paraît pas s'en soucier autre mesure. Ils font des plans et se répartissent les différentes tâches pour mieux régner. Dans le cadre de cette distribution la France n'aurait paraît-il plus la « vocation » d'imprimerie. Les dépôts de bilans succèdent aux fermetures, selon le plan prévu depuis 1969. Dans la seule région parisienne, 50 entreprises ont fermé leurs portes, totalisant près de 6.000 licenciements. Face à cette offensive patronale, la classe ouvrière riposte à travers son organisation de classe : le syndicat. Que celui-ci soit dénaturé ou cantonné dans le domaine économique (alors que rien ne doit être étranger au syndicat), la poussée des luttes ouvrières actuelles le remet au premier plan, en opposition aux partis politiques de toute sorte.

Les employés de banque en plein milieu de leur grève avec occupation des lieux de travail ont vu leur action freinée par les centrales syndicales après la mort de Pampidou.

Il fallait savoir terminer cette grève, disaient les directions syndicales. La base, elle, savait d'instinct qu'il ne fallait pas capituler devant le patronat avant la satisfaction des revendications. Cette lutte devait être menée jusqu'au bout sans se soucier de « trêve sociale ».

C'est dans le même esprit que les ouvriers de l'imprimerie Darboy ont mené leur lutte. Encore une fois (comme à Larousse) nous sommes en présence d'une faillite artificielle. Avec un carnet de commandes de 140 millions d'A.F., par jeu de sous-traitance fictive, la direction simulait un gros déficit financier !

Face aux lettres de licenciement reçues le 28 février, les travailleurs de Darboy décident le 1er mars une occupation illimitée de l'imprimerie. Comme la plupart sont syndiqués à la C.G.T. (l'union locale le soutient), les délégués vont à plusieurs reprises au Syndicat du Livre Parisien pour y « chercher des conseils ». L'accueil fut mitigé, il leur fut répondu qu'il n'y avait pas grand-chose à faire, les fermetures d'imprimeries décidées par le 6e Plan ayant entraîné un processus irréversible ! Les ouvriers de Darboy comprirent alors que le Syndicat c'était eux et non pas les permanents du boulevard Blanqui et remirent les machines en

marche. Ce redémarrage de l'imprimerie (des travaux ont été effectués par la C.F.D.T., Râteau, le M.L.A.C., les travailleurs des banques et d'autres) comme les divers problèmes quotidiens ont été discutés collectivement par les ouvriers de Darboy réunis en assemblées quotidiennes.

Outre le travail qui permet d'assurer une paie hebdomadaire (les paies étaient égales pour tous) chacun fait connaissance du travail de l'autre, renouant plus profondément la solidarité face à la liquidation patronale.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons l'issue de la lutte (1) qui, quels que soient les résultats, aura été exemplaire. Face au patronat qui les licenciait, ils ont su opposer une structure qui leur est propre : le syndicat. Réunis dans leur organisation de classe ils ont résisté à toutes les pressions extérieures venant de groupes politiques voulant dénaturer leur lutte. Ils ont découvert à travers leur lutte le véritable syndicalisme qui entend, en opposition aux partis politiques, organiser dès maintenant les travailleurs sur une base de classe à travers les combats quotidiens.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) L'entreprise devrait être rachetée par un ancien employé, (disposant bien sûr d'un capital) la décision devrait être prise au début du mois de juin.

## CANNIBALES

Le 8 mai, chaque année est l'occasion de manifestations dites « patriotiques ». On ressort les drapeaux, les décorations, et on défile morne dans les rues jusqu'aux monuments aux morts dont chaque commune possède un exemplaire et où s'inscrivent les noms de ceux que le hasard (malheureux) fit héros.

En réalité, ces péripéties rappellent à ceux qui restent qu'il y a un ennemi héréditaire (du moment). Ce qui contraste étrangement avec les « embrassades » officielles des « grands » qui nous gouvernent si mal.

Mais après tout, bien libres sont ceux qui croient à la vertu de ces farces comico-tragiques. Ce qu'il faudrait qu'ils sachent c'est que d'autres ont le droit de manifester publiquement une opinion contraire à la leur. Ce qu'il faudrait qu'ils sachent c'est que les pacifistes ont le droit de crier leur horreur de la guerre sans risquer l'agression d'énergumènes pour qui tout est sujet à la propagation de la haine entre les peuples.

Or, à Caen, ce 8 mai 1974, un de ces bipèdes malfaisants a dangereusement blessé (avec le drapeau s'il vous plaît) le jeune Jean Castets, 23 ans, parce que celui-ci manifestait sa désapprobation de l'armée et voulait attirer l'attention de tous sur les nombreuses arrestations arbitraires d'objecteurs de conscience.

Nous ferons remarquer que Castets ne promenait qu'une banderolle. Evidemment, c'est pendant le « recueillement au garde-vous » qu'il se manifesta et troubla les consciences et le cerveau d'un dénommé Tendron (Oh combien!). Celui-ci se chargea, en toute dignité comme sur le champ de bataille, la hampe de son drapeau armée d'un fer de lance lui servant d'arme. Sus aux pacifistes nom de Dieu ! Ce sont des gens dangereux puisqu'ils parlent de paix !

Castets s'effondra, très sérieusement blessé à la cuisse et il fallut lui faire une perfusion immédiate et l'hospitaliser.

Quant à l'agresseur, il regagna tranquillement sa

place, son forfait accompli. Plusieurs enseignements sont à tirer de cette tragédie. D'abord parler de paix devant le monument aux morts est un crime. Dans ce cas, l'agression volontaire contre ceux qui s'affirment pacifistes est tacitement admise. L'agresseur se trouve autorisé à recommencer puisqu'il n'est pas mis hors d'état de nuire par son internement. La victime, (parler de paix étant un crime) ne risque-t-elle pas des poursuites pendant que son agresseur sera félicité de son...courage !

Enfin, question que nous pouvons tous nous poser : faudra-t-il que nous prenions nous-mêmes, la décision de défendre, par tous les moyens, notre vie menacée par les cannibales du XXe siècle demeurés au stade au clan tribal de l'Âge des cavernes ?

Cette dernière question se pose de plus en plus.

Mauget Paul  
Combattant volontaire de la résistance et déporté.

# élections = alibis

Il est curieux de constater combien en ces derniers mois dans chaque pays du monde et surtout d'Europe, on a recours aux élections pour camoufler et dévier scandales intérieurs, crises économiques et sociales aiguës. Avec quel empressement recherchait-on les hommes « à situations difficiles » afin d'étouffer les conflits qui font saigner les salariés et de ramener un ordre nouveau et rassurant.

C'est la baguette magique !

Aux masses laborieuses qui étaient en grève, en révolte, on dit de changer de chef, car c'est un incapable : toutes leurs revendications s'écroulent devant des espérances à nourrir pour un nouveau roi qui saura mieux faire tourner les affaires.

Exemple l'Angleterre... Hélas pour les mineurs ou les dockers, rien ne s'arrange depuis qu'un nouveau président a détrôné l'ancien. Aux Italiens aussi on leur a fait le coup des élections pour calmer les grosses pagailles fiscales et sociales, et voilà qu'ils en sont au point de se retirer du Marché commun. En Allemagne, c'est le roman à cent balles de Willy Brandt trahi dans son amitié qui sert de prétexte pour remplacer un tyran (Nobel ou pas) par un autre plus musclé pour résorber les désordres des injustices étatiques. En France, ça été un coup de pot la mort de Jojo ; ça n'allait pas tarder à craquer après la série des programmes Messmer. Et pareil en Belgique où rien ne va mieux depuis le dernier vote. Et pareil au Danemark et pire encore au Portugal où l'euphorie démocratique prend de l'essor, mais où les gros propriétaires terriens ne tremblent pas, assurés qu'ils sont que la misère populaire n'est pas prête d'être allégée. Quant à la Grèce !...

Autant d'exemples pour mettre une évidence aux yeux des peuples : les Etats ne servent à rien, si ce n'est à provoquer iniquités, misères, insécurité, escroqueries...

A l'heure qu'il est, on a presque oublié le coup du pétrole ! et pourtant, c'est là une occasion pour comprendre qu'il devient urgent d'établir un système d'échange entre tous les pays cohérent et rationnel afin de nourrir tous les humains de la Terre.

Nous, Anarchistes, on at-

tend le réveil de tous ces naïfs qui travaillent dur et qui espèrent encore dans les urnes, les promesses et l'ordre factice des gouvernements de voleurs aux triques meurtrières.

Nous, on est simplement là avec nos idées sur le fédéralisme qu'on fait passer petit à petit par nos journaux, nos publications nos meetings et qui se casent, que le veuille ou non nos ennemis, quelque part au fond des mémoires et qui reflueront un jour au plus chaud d'une *commune*.

Nous, on crie bien fort que le pouvoir est maudit et que ceux qui l'utilisent sont à maudire, à supprimer, à mettre au travail. Malgré toute son intelligence et ses vertus, un homme ou deux, compères combinards des magouilles politiques ne peuvent rénover une société. Une baraque pourrie, qui se dégingue, ça ne se rafistole pas, on la fout en l'air et on l'a rebâtit.

C'est tous ensemble et d'un commun accord qu'on fera tomber les cloisons des classes, sans prolétariat dictateur, sans politique bureau, c'est tous ensemble, qu'on doit forger une chaîne d'inter-échanges européenne et mondiale, qui ne fera plus ni privilégiés ni affamés.

C'est individuellement que chacun doit comprendre qu'une usine autogérée n'est pas ressemblante aux salades marxistes, mais à une quantité de responsabilités que doit assumer chaque travailleur.

C'est hors du vil troupeau, de moutons de Panurge que chacun devra voir une qualité de la vie dans la liberté, le bonheur loin des fusils, des matraques et des religions.

Les anarchistes invitent les masses à s'émanciper des politicards, à regarder les situations difficiles sans peur avec leur propre intelligence de manière à les franchir sans tracas avec les bases du vrai socialisme, celui qui n'accepte ni dieu ni maître et qui donne à chacun selon ses besoins, ses nécessités.

Peut-être faudra-t-il attendre sept ans ou plus ou moins avant la prise de conscience collective.

On attend sans bombe, sans rapt, sans éclat.

Carment



# LIBERTES SYNDICALES EN PERIL

Pour briser une grève, le patronat a divers moyens à sa disposition. On a pu voir lors du conflit des banques que les forces de l'ordre ont souvent été sollicitées. Mais il y a une autre façon plus anonyme d'agresser les grévistes : les commandos d'hommes de main au service de la classe possédante.

C'est ainsi que le 6 mai dernier à Marseille, le piquet de grève de l'usine Blindex a été assailli par un commando de quatre individus armés de barres de fer et de nerfs de bœuf (1). Plusieurs grévistes ont été blessés, dont un militant C.F.D.T. qui s'est retrouvée à l'hôpital.

S'agit-il de nouvelles méthodes employées par les patrons ? Certainement pas. Souvenez-vous, il y a un peu plus d'un an à l'usine Peugeot de Saint Etienne : deux commandos avaient « vidé » les grévistes. Par la suite, la direction avait dû admettre qu'il s'agissait de « gardiens appartenant à la société Peugeot ». Souvenez-vous également de l'assassinat de Pierre Overney chez Renault il y a deux ans. Son meurtrier, Tramoni, est passé en jugement, (ne vous inquiétez surtout pas, il n'a pas été condamné à mort !), mais il existe toujours une milice armée à l'intérieur de l'usine Renault (au service de la direction bien entendu !).

Les exemples se multiplient à une vitesse inquiétante :

— Usine Dynamic à Corbeil : un commando de quinze hommes, dont un C.F.T., prête main-forte à la direction.

— Société Générale, rue Gluck à Paris : les membres de l'A.C.D.S. (Agence Centrale de Surveillance) « confondent » la surveillance des fonds transportés avec celle des délégués syndicaux.

— S.N.I.A.S. à Marignane : pour briser la grève du 6 décembre dernier, une véritable mobilisa-

tion générale est déclenchée par la direction. A cette occasion des groupes de C.D.R. étaient venus de Marseille, pour renforcer le système répressif mis en place (2).

Il semble que le patronat procède en deux temps : 1) « Militarisation » du personnel (surtout les cadres).

2) Si le personnel n'est pas assez « militarisé », on fait appel aux services de renforts extérieurs à l'entreprise.

Il faut dire que ces méthodes s'avèrent payantes dans certains secteurs, comme par exemple celui de l'automobile (Citroën-Simca), où le syndicalisme a sensiblement reculé ces dernières années, exception faite pour la C.F.T., mais on sait à quoi s'en tenir sur cette « centrale syndicale ».



« Intérimaires » C.F.T. ....

D'autre part, comme il vaut mieux prévenir que guérir, une nouvelle activité est apparue depuis cinq ou six ans, depuis 1968 pour être précis : l'enquête avant embauche. De quoi s'agit-il exactement ? Vous avez certainement déjà eu l'occasion de voir dans certains journaux, des placards publicitaires pour des détectives privés. Cette profession n'est pas nouvelle. Mais en plus des traditionnelles filatures-surveillances-protections, et autres missions de ce genre, ces messieurs de la police non officielle ont ajouté une corde à leur arc : l'enquête menée sur tout candidat à un poste dans une entreprise. Ainsi un patron, hanté par la peur d'embaucher un travailleur susceptible de se révéler être un militant syndicaliste (ou autre), fait appel aux services d'un détective privé qui fouillera le passé du postulant, qui le filera afin de connaître ses relations, et qui donnera (ou plutôt vendra) le résultat de son enquête au patron, lequel pourra prendre ainsi, comme on dit, une décision en toute connaissance de cause. Comme deux précautions

valent mieux qu'une, certaines entreprises font remplir et signer à tout candidat sur le point d'être embauché, un questionnaire un peu spécial comportant entre autres les questions suivantes :

— A quel syndicat appartenez-vous ?

— Dans le cas où vous n'appartenez à aucun syndicat, inscrivez cette phrase ci-dessous : « J'affirme sur l'honneur n'appartenir à aucune organisation syndicale et refuser toute adhésion à une organisation quelconque pendant la période où je ferai partie de votre société ».

Il va sans dire que ce même questionnaire stipule qu'une « fausse déclaration peut entraîner (en cas d'embauche) le renvoi sur le champ ». Et vive la Démocratie !

# LA S.A.C et le mouvement anarchiste Suédois

En réponse à l'Internationale des syndicats rouges (considérant le syndicat comme un moyen, une courroie de transmission et non comme un but) se réunirent à Berlin des organisations syndicales révolutionnaires au cours d'un congrès où unanimement il fut résolu de fonder une nouvelle A.I.T. dont la déclaration de principe est une profession de foi de l'anarcho-syndicalisme : « Le syndicalisme révolutionnaire, se basant sur la lutte de classes, tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'Etat. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent aux ouvriers, en leur qualité de producteurs et de créateurs de richesse sociale, en opposition aux partis politiques modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la réorganisation économique ».

De nombreux pays étaient représentés : Argentine, Chili, Danemark, Allemagne, Norvège, Portugal, France et Union Soviétique. La puissante C.N.T. espagnole n'était pas représentée, étant à cette époque sous la dictature de Primo de Rivera. L'adhésion à l'A.I.T. fut néanmoins affirmée au congrès secret de Saragosse en 1923. Pour la seule Europe, les syndicats et minorités présentes (la France étant représentée par le Comité de Défense Syndicaliste Révolutionnaire, la Fédération du Bâtiment et la Fédération des Jeunes de la Seine, la C.G.T.S.R. n'existant pas encore), représentaient, C.N.T. espagnole comprise, près de 3 millions de travailleurs (selon Rudolf Rocker).

La montée du fascisme, la seconde guerre mondiale ont éliminé une grande partie de ces forces révolutionnaires. Aujourd'hui la S.A.C. (25 000 adhérents pour un pays de 7 millions d'habitants, la C.G.T.S.R. en comportait moins de 10.000) est encore très active. C'est pourquoi nous avons demandé à notre camarade Bo Wahlstrom de nous retracer l'histoire de la S.A.C. et ses rapports avec le mouvement anarchiste suédois.

## LA S.A.C...

Dans les années 1890 apparut en Suède un mouvement appelé « Jeunesse Socialiste » qui était plus ou moins l'organisation de jeunesse du parti social démocrate. Cette organisation jeune et militante fut exclue du parti à cause de sa critique du parlementarisme. Quand en 1908 trois jeunes socialistes placèrent une bombe sur le paquebot « Amatshea » qui transportait des briseurs de grève anglais, les sociaux-démocrates, comme la bourgeoisie, les condamnèrent. La « Jeunesse Socialiste » continua en tant qu'organisation indépendante avec « Brand » comme journal. « Brand » (en français « le Feu ») débuta en 1890. Dans les années 30 le nom de « Jeunesse socialiste » se transforma en « Fédération Anarchiste ». Celle-ci eut quelques succès durant la guerre d'Espagne, puis déclina et se trouve aujourd'hui assez réduite. Actuellement cette organisation se nomme « Fédération Anarchiste en Suède » (A.F.I.S.), formée de groupes autonomes coopérant au niveau national. Il existe à Stockholm un comité actif (A.O.) qui coordonne nos efforts. Présentement le groupe de Göteborg édite « Brand ».

En 1909 il y a eu une grève générale en Suède qui fut perdue à cause de la complaisance des « leaders » de L.O. (L.O. = Landsorganisationen, syndicat «courroie de transmission» du parti social démocrate).

Après la grève quelques militants ouvriers se réunirent à Lund et discutèrent de la création d'un mouvement syndical à la fois plus actif et révolutionnaire. Néanmoins ils voulaient rester à L.O. Mais peu après ils furent exclus et fondèrent ensemble la S.A.C. (Sveriges Arbe-

tares Centralorganisation. Organisation Centrale du travailleur suédois) qui reposait sur des principes syndicalistes avec des organisations locales, libres d'agir indépendamment dans des questions d'intérêt local et réunissant leurs efforts au plan national dans une Fédération. La plupart des militants des « Jeunes Socialistes » rallièrent la S.A.C., mais il n'y eut jamais de rapports formels. De temps à autre, comme par exemple la « guerre froide » dans les années cinquante, la S.A.C. était plus ou moins opposée à la politique des anarchistes. Aujourd'hui le contraire n'existe pas. La S.A.C. organise en ce moment près de 25.000 militants et l'A.F.I.S. y est représentée par une faible minorité. Comme nous sommes peu, nous avons de grandes difficultés et la parution de « Brand » est bien suffisante pour le groupe de Göteborg.

Néanmoins dans l'organisation locale de la S.A.C. de nombreux anarchistes sont dans les comités des différentes branches et à travers ces postes nous pouvons influencer la S.A.C. vers une attitude plus révolutionnaire. La Suède est un pays très bourgeois et il y a des discussions à l'intérieur de la S.A.C. sur l'opportunité de participer aux élections locales, ce à quoi nous sommes fortement opposés.

Quoiqu'il en soit, nous regardons l'avenir avec espoir, car il existe aujourd'hui en Suède un grand courant dans la classe des travailleurs pour l'autogestion, rejetant l'ingérence de tout parti politique ou de l'Etat. Nous sommes présents dans ce courant et espérons, sans le diriger, le pousser encore plus avant.

Bo Wahlstrom

## LA POSTE AU SERVICE DE CHABAN

Alors que dans diverses sections du tri d'Austerlitz, l'acheminement du courrier est retardé en raison du manque d'effectif, la direction se permet de mobiliser toute une section au Service de Chaban-Delmas, candidat à la présidence de la République. En effet, celui-ci a envoyé à titre personnel, 35 000 lettres vantant ses « qualités » de futur président à tous les maires de France.

Cela dénote une fois de plus, la collusion d'un service dit public avec le pouvoir en place. Nous constatons encore une fois que l'intérêt des usagers est laissé de côté au bénéfice d'un quelconque intérêt privé. Camarades, à l'avenir, refusons de trier et d'acheminer cette propagande pourrie et agissons pour que les P.T.T. soient vraiment au service du public.

Postiers d'Austerlitz.

1. Le Monde du 8 mai 1974
2. Syndicalisme magazine (C.F.D.T.) - Avril 1974.

Rosine Pelagie



# le pourrissement du syndicalisme

par Maurice Joyeux

Le syndicalisme français en dehors des grands courants de pensée qui l'ont animé au cours de son histoire, possédait quelques traits caractéristiques qui appartenaient à tous ses militants et qui lui conféraient une place à part dans le mouvement syndical International.

Il était apolitique, ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'occupait pas de politique, bien au contraire. Il prenait résolument position contre la politique des classes dirigeantes qui menaçaient les intérêts des travailleurs, mais il refusait de faire dépendre sa « politique » des partis qui se disputaient les délices du pouvoir et la Charte d'Amiens qui définissait sa doctrine avait été un compromis entre la tendance libertaire et la tendance réformiste contre les prétentions du socialisme guesdiste à le discipliner, l'enrôler et finalement l'intégrer à un Etat « socialiste ».

Il était démocratique, ce qui veut dire que l'élément essentiel était le syndicat, qui après avoir élu ses délégués en assemblée générale, était le seul à décider au cours de ses Congrès, de l'orientation de la Confédération.

Il était fédéraliste, ce qui veut dire que ses Fédérations et ses Unions avaient une vie propre déterminée par la conjonction et que les Congrès de ses Fédérations et de ses Unions interprétaient, voire corrigeaient ce que le Congrès national pouvait avoir centralisé de façon excessive.

Il était contre les guerres impérialistes, ce qui veut dire que pour lui les guerres de rapines qui depuis des siècles encombraient l'histoire se faisaient au profit du capital, au détriment des travailleurs exploités de manières diverses sur tous les points du globe.

Il était gestionnaire, ce qui veut dire que dépassant les luttes journalières, il aspirait ainsi qu'il l'avait défini dans trois grandes occasions, au cours du Manifeste des Soixante, au Congrès de Bâle de l'Internationale en 1869 et au Congrès d'Amiens en 1906, à prendre en main l'économie afin de la gérer directement avec comme but la suppression du patronat et du salariat.

Il était réformiste, ce qui veut dire ainsi comme le rappelait Poujet que les syndicalistes qui étaient les meilleurs réformistes étaient justement ceux qui à partir de la réforme, prépareraient la transformation révolutionnaire de la société.

C'était ça, le syndicalisme français ! Avec des courants qui mettaient l'accent sur la révolution immédiate et totale et d'autres qui ne la considéraient que comme l'aboutissement logique d'une somme de réformes. Mais avec une intensité différente, une analyse différente, des moyens différents le syndicalisme français assumait toutes les propositions que je rappellerai plus haut.

Et aujourd'hui on peut poser la question en regardant toutes

les centrales syndicales sans faire de différenciation entre elles. Que reste-il de cette école syndicaliste originale qui a marqué les cent dernières années de l'histoire du mouvement ouvrier et qui a fortement imprégné des couches ouvrières dans le monde entier ?

Les hasards de la vie militante font que je sors d'un Congrès de ma Fédération professionnelle et que je m'apprête à participer au Congrès de ma Confédération. Cette présence n'oblige pas seulement à des réflexions mais à des constatations qui permettent de répondre aux questions que pose le syndicalisme dit « moderne ».

Une première constatation s'impose. De plus en plus le syndicalisme est dominé par son cadre dirigeant. Pour élire les responsables de l'organisation on a tendance à faire des tris au sommet afin de présenter au Congrès un ou des candidats uniques que le Congrès n'a plus qu'à ratifier faute de pouvoir faire un choix. Il ne s'agit plus de démocratie, mais de cooptation parmi l'aréopage avec un choix savamment gradué à l'ancienneté qui n'a rien à envier aux méthodes d'avancement pratiquées dans les casernes. Et on vous explique que pour la bonne marche de l'organisation il faut que son bureau soit homogène de façon à éviter les contradictions et assurer l'unanimité des décisions ! Tous les régimes autoritaires ont employé de telles méthodes. Chez nous, on enveloppe le tout de formules démocratiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité.

Une seconde constatation. Le corporatisme est partout présent dans l'organisation. On écarte tous les problèmes de fond qui pourraient diviser et on se contente de revendications raisonnables qui peuvent s'inscrire dans le cadre du régime. Et on l'avoue ingénument : « Si on propose telle revendication, le patron refusera, car l'entreprise ne pourra pas l'absorber ». Non seulement on abandonne entièrement la transformation de l'économie et des structures qui seule pourrait avancer dans la voie révolutionnaire, mais on auto-limite soi-même sa revendication de façon à ne pas gêner l'entreprise capitaliste.

Une troisième constatation. L'Internationalisme ouvrier disparaît au profit d'une solidarité politique entre tel ou tel Etat, telle ou telle idéologie. Et les problèmes de la guerre, de l'armée, de la fabrication du matériel militaire par exemple ne sont plus vus qu'à travers ce nationalisme Jacobin qui fut un facteur permanent pour amener les travailleurs à soutenir telle ou telle guerre impérialiste baptisée guerre sociale pour les besoins de la mauvaise cause.

Une quatrième constatation. Le réformisme s'est installé partout et tend à devenir la seule source d'inspiration syndicaliste. Il se présente sous des formes diverses qui ne se rejoignent que pour condamner toute perspective gestionnaire du syndicalis-

me, et toutes les idéologies servent à vider le syndicalisme de son contenu y compris les idéologies marxistes ou anarcho-marxistes car il faut réserver au parti le privilège de la révolution et maintenir ainsi que le voulait Lénine et Trotski le syndicalisme à sa vraie place celle de courroie de transmission pour le parti guide de la classe ouvrière.

Et c'est ainsi que depuis des années le syndicalisme pourrit doucement ses racines croupissant dans les eaux fangeuses de la politique et on peut se demander si la campagne présidentielle qui vient de se terminer ne va pas lui porter le coup de grâce.

Qu'à l'occasion d'une campagne électorale intense, le syndicalisme en profite pour rappeler ses revendications et mette l'accent sur les principes économiques qui inspirent son action, on peut l'admettre. Mais l'attitude de Monsieur Ségué comme celle de Monsieur Maire est bien différente. Il ne s'agit plus comme en 1936 d'un plan, celui de la C.G.T., que les syndicalistes imposent aux patrons au pouvoir au besoin en occupant les usines, mais d'une plateforme électorale de deux partis qui prétendent au gouvernement et que la C.G.T. et la C.F.D.T. accepteront. Et nous sommes là en plein dans la tradition léniniste de l'économie subordonnée au politique. Ségué et Maire entendent limiter la revendication à ce que peut absorber le système capitaliste que Mitterrand laissera en place.

Si Mitterrand est battu alors les centrales politisées se mettront en colère. Si Mitterrand est gagnant alors les centrales politisées mettront le frein. Voilà un langage qui est clair et même si l'enfant de cœur Maire y met plus de forme, ces organisations syndicales montrent leur vrai visage, celui d'un complément aux partis politiques dont elles constituent la piétaille. Bergeron a, lui, fait des déclarations qui s'inscrivent dans la tradition du syndicalisme français, mais on voudrait être sûr qu'elles relèvent plus de ce syndicalisme que d'un réformisme craintif dont le souci dominant consiste à ne pas se mouiller, à laisser venir. De toute façon F.O. aura l'occasion de se manifester et de manifester l'indépendance autrement que par des déclarations apaisantes et passe-partout. Enfin dans toute tragédie, et la période que traverse le syndicalisme est tragique, il faut un pire pour détendre l'atmosphère. L'ineffable Marengé, secrétaire de la FEN a joué ce rôle avec conviction en nous informant que c'est au nom de la Charte d'Amiens qu'il s'engageait dans la campagne électorale.

Mais faisons le point du syndicalisme électoral. Le syndicalisme électoral abandonne, pour récupérer les électeurs catholiques, l'école laïque, l'école unique.

Le syndicalisme électoral pour récupérer les électeurs gaulistes abandonne la lutte contre le système capitaliste.

Le syndicalisme électoral abandonne pour récupérer les électeurs appartenant aux cadres, la lutte contre la hiérarchie des salaires et pour l'égalité économique.

Le syndicalisme électoral abandonne son programme pour celui de circonstance établie par les partis pour gagner la petite bourgeoisie centriste.

Le syndicalisme électoral amène fatalement le pour-

rissement du syndicalisme, c'est la raison pour laquelle avec quelques camarades de Force Ouvrière nous défendrons à notre prochain Congrès une résolution, que nous présenterons ci-contre et qui a pour but de freiner la dégénérescence du syndicalisme gagné par le virus politique et nous conseillons à nos camarades de la C.G.T. de la C.F.D.T. et de la F.E.N. de faire comme nous avant qu'il ne soit trop tard.

## PROJET DE RESOLUTION SUR L'ORIENTATION

pour le congrès confédéral de la CGT/FO présenté par la minorité syndicale

Le XIIe Congrès Confédéral de la CGT/FORCE OUVRIERE, réuni à Toulouse les 11, 12, 13 & 14 juin 1974 :

**RÉAFFIRME** l'actualité de la Charte d'Amiens

qui garantit l'indépendance totale du mouvement syndical à l'égard de l'Etat, du patronat, des partis, des églises et des dogmes ;

qui propose, comme un des objectifs du syndicalisme, la transformation révolutionnaire de la société par l'abolition du patronat et du salariat.

**CONSTATE** que, si le capitalisme a pu changer sous certains aspects pour avoir su s'approprier le bénéfice des progrès technologiques, il reste néanmoins identique à lui-même dans ses principes fondamentaux, la recherche du profit et du pouvoir, qui perpétuent l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette situation confirme la permanence de la lutte des classes jusqu'à l'appropriation et la gestion collectives des moyens de production et d'échange par la classe ouvrière, appropriation et gestion qui n'ont rien à voir avec un quelconque capitalisme d'Etat.

**DÉCLARE** en conséquence que la CGT/Force Ouvrière, afin de conserver intégralement ses capacités d'indépendance, d'action et de démocratie, ne saurait en aucun cas s'engager dans les compétitions électorales, dans un programme de gouvernement, dans tout contrat de législature.

**CONDAMNE** sans appel la politique du pouvoir actuel qui, par nature, protège les intérêts du capitalisme et n'est, dans les mains de ce dernier, qu'un instrument privilégié d'exploitation des travailleurs.

**DÉNONCE** toute conception de la politique dite « contractuelle » ou « conventionnelle » comme une fin en soi, qui conduit fatalement le syndicalisme à l'intégration. La pratique éventuelle du contrat ne peut être qu'un épisode de la lutte permanente des travailleurs pour leur émancipation ; car entre exploités et exploités ne peut jamais se conclure une entente durable, il n'y a que des armistices.

**SE PRONONCE** pour la construction de l'Europe des travailleurs (celle des Etats n'étant pas de la compétence du syndicalisme), car la seule voie pour combattre efficacement les sociétés multinationales passe inévitablement par l'internationalisation des luttes.

Profondément attaché à la liberté et à la paix le congrès :

- condamne la course aux armements et le commerce des armes de toutes sortes qui aggravent les dangers de guerre ;
- réclame le désarmement total ;
- dénonce le caractère de plus en plus militaire-policier pris par le régime qui ne peut déboucher à terme que sur une tentative de putsch fasciste.

## MODIFICATION DES STATUTS

**Article 7** Le congrès élit une commission exécutive de 50 membres.

Les candidats sont répartis par listes soutenant les diverses motions d'orientations, la répartition des sièges se fait à la proportionnelle au plus fort reste, selon le nombre de voix recueilli par chaque motion.

En cas de démission ou de décès d'un élu, il est remplacé par le suivant sur sa liste.

Les candidats devront être présentés par un candidat de la Fédération ou de l'Union Départementale à laquelle ils adhèrent, et être syndiqués à la CGT/ Force Ouvrière depuis au moins trois ans.





Jacques Duclos, qui depuis l'installation du régime bolchevique, a été le complice conscient et volontaire de toutes les monstruosités commises par la dictature implacable de l'Etat totalitaire, qui en est coresponsable, car il a tout approuvé de la mort de trente, quarante (Soljenitsyne disait récemment de soixante) millions d'hommes ou femmes et d'enfants dans les camps de concentration qui pullulent en Russie, de la terreur institutionnaliste de la dictature intellectuelle et morale qui pèse sur le tiers de l'Europe, Jacques Duclos, disons-nous, vient de publier un gros bouquin intitulé **Bakounine et Marx - ombre et lumière**.

Qu'on voie la lumière dans un régime qui ne peut être comparé qu'à celui de l'hitlérisme, est le comble du cynisme. Mais ce serait faire trop d'honneur à celui qui en est en France le digne représentant, ce d'en discuter avec lui. Mais ce qui nous intéresse en premier plan, c'est que la cible de ses attaques a été Bakounine. Et s'il sait pourquoi, il attaque, nous savons, nous, pourquoi nous devons contre-attaquer. Il se produit une évolution contre le socialisme autoritaire et dictatorial dans une partie de l'opinion publique. Bien des gens comprennent mieux la nécessité du socialisme antiautoritaire. Et l'homme, le lutteur et le penseur qui a le mieux prévu ce que seraient les conséquences de l'Etat marxiste, a été Bakounine. C'est lui dont la pensée fut la plus clairvoyante, qui guide aujourd'hui, et guidera demain ceux qui cherchent des chemins nouveaux, ceux de la liberté, et elle est toujours si vivante, et percutante cette pensée qu'il faut en détruire l'influence.

Pour cela Duclos a - noblesse oblige - suivi l'exemple de ses grands devanciers, de Marx, d'Engels, et de leurs imitateurs.

Il a collectionné toutes les infamies auxquelles les maîtres et disciples ont eu recours.

Aussi, c'est Bakounine lui-même qui va leur répondre, d'abord sur le terrain moral et il resterait beaucoup à dire. Sur ce point nous prions les lecteurs de lire les notes qui terminent cet écrit. Car c'est surtout là que le bât blesse - comme il blessait hier le dieu créateur de l'Eglise marxiste - les papes, les vicaires, les nonces, les prélats et l'armée des fidèles partis à la conquête du monde, nous reproduisons un texte de Bakounine, qui est toujours, et qui sera toujours actuel, malgré les tonnes de boue déversés sur la mémoire de celui qui avait raison, et qui continuera d'apporter la lumière aux générations futures.

Gaston Leval

## calomnies et calomniateurs

Nous reproduisons une longue note, insérée aux pages 10-17 de l'écrit intitulé **L'empire knouto-germanique et la révolution sociale**, et dans laquelle Bakounine apporte des précisions qu'il est utile de connaître pour savoir quels sont les antécédents des procédés employés par l'ensemble de l'école marxiste pour combattre ceux qui n'acceptent pas de se soumettre à sa dictature ; cet écrit date de 1871.

# Michel Bakounine répond à Duclos

par Gaston Leval

« Voici bientôt quatre ans que je suis en butte aux plus odieuses attaques, aux accusations les plus sales, et aux plus infâmes calomnies de la part d'hommes les plus influents de cette coterie scientifico-révolutionnaire. J'en connais quelques-uns et j'ai bien le droit de leur appliquer ces adjectifs un peu forts, puisqu'ils se sont crus permis de m'accuser de toutes sortes d'infamies, tout en sachant fort bien qu'ils mentaient. N'ont-ils pas osé dire et imprimer dans le **Volksstaat** et même, une fois, dans le **Réveil** de Paris, rédigé par M. Delescluze, que j'étais un espion russe, ou un espion de Napoléon III, ou même un espion du comte de Bismarck, de concert avec M. de Schweitzer, chef reconnu d'un autre parti socialiste en Allemagne (1) qui a son siège principal à Londres (2), et que je n'ai jamais rencontré ni personnellement, ni au moyen d'aucune correspondance. J'en connais les chefs de longue date, et j'ai toujours professé une grande estime pour leur intelligence hors ligne, pour leur science réelle et vivante, aussi étendue que profonde, et pour leur dévouement inaltérable à la grande cause de l'émancipation du prolétariat à laquelle pendant vingt-cinq ans de suite, au moins, je me plais à le répéter, de nouveau, ils n'ont pas cessé de rendre les plus considérables services. Je les reconnais donc, sous tous les rapports, pour des hommes infiniment respectables, et aucune injustice de leur part, si criante et si odieuse qu'elle soit, ne me fera commettre la sottise de nier l'utilité et l'importance historique tant de leurs travaux théoriques que de leurs entreprises pratiques. Malheureusement, comme dit un vieux dicton, chaque médaille a son revers : Ces messieurs sont de fort mauvais coucheurs : irascibles, vaniteux et querelleurs comme des Allemands, et, ce qui est pis, comme des littérateurs allemands, qui, se distinguant comme on sait, par une absence complète de goût, de respect humain, et même du respect de soi-même, ont toujours la bouche pleine d'injures, d'insinuations odieuses et perfides, de méchancetés sornuises et de calomnies les plus sales contre toutes les personnes qui ont le malheur de ne point absolument abonder dans leur sens et de ne point vouloir, de ne point pouvoir baisser pavillon devant eux. Je comprends et je trouve parfaitement légitime, utile, nécessaire, qu'on attaque avec beaucoup d'énergie et de passion non seulement les théoriciens contraires, mais encore les personnes qui les représentent, dans tous leurs actes publics, et même privés, lorsque ces derniers, dûment constatés, et prouvés sont odieux. Car je suis plus ennemi que personne de cette hypocrisie, toute bourgeoise, qui prétend élever un mur infranchissable entre la vie publique d'un homme et sa vie privée. Cette séparation est une vulgaire fiction, un mensonge, et un mensonge fort dangereux. L'homme est un être indivisible, complet, et si dans sa vie privée il est un coquin, si dans sa famille il est un tyran, si dans ses rapports sociaux il est un menteur, un trompeur, un oppresseur et un exploitateur, il doit l'être aussi dans ses actes publics ; s'il s'y présente autrement, s'il cherche à se donner les apparences d'un démocrate libéral ou socialiste, amoureux de la justice, de la liberté et de l'égalité, il ment encore ; et il doit avoir évidemment l'intention d'exploiter les masses, comme il exploite les individus. Ce n'est donc pas seulement un droit, c'est un devoir que de le démasquer, en dénonçant les faits immondes de sa vie privée lorsqu'on en a obtenu des preuves irrécusables. La seule considération qui puisse arrêter, dans ce cas, un homme consciencieux et honnête, c'est la difficulté de les constater, difficulté qui est infiniment plus grande pour les faits de la vie privée que pour ceux de la vie publique. Mais c'est affaire de la conscience, du discernement et de l'esprit de justice de celui qui croit devoir dénoncer un individu quelconque à la réprobation publique. S'il le fait, non poussé par un sentiment de justice, mais par méchanceté, par jalousie ou par haine, tant pis pour lui. Mais il ne doit être permis à personne de dénoncer sans prouver ; et plus une accusation est sérieuse, plus les preuves à l'appui de cette accusation doivent l'être aussi. Celui donc qui accuse un autre homme d'infamie doit être considéré comme un infâme lui-même, et il l'est en effet, s'il n'appuie pas cette dénonciation terrible de preuves irrécusables.

« Après cette explication nécessaire, je retourne aux chers et très respectables ennemis de Londres et de Leipzig. J'en connais de longue date les chefs principaux, et je dois dire que nous n'avons pas toujours été des ennemis. Loin de là, nous avons eu des rapports assez intimes avant 1848 (3). Ils auraient été beaucoup plus intimes de ma part si je n'avais été repoussé par ce côté négatif de leur caractère, qui m'a toujours empêché de leur accorder une confiance pleine et entière. Toutefois, nous restâmes amis jusqu'en 1848. En 1848, j'eus le grand tort d'avoir pris contre eux le parti d'un poète illustre, pourquoi ne le nommerais-je pas ? de M. Georges Herwegh pour lequel j'avais une profonde amitié, et qui s'était séparé d'eux pour une affaire politique, dans laquelle, je le pense maintenant, et je le dirai franchement, la justice, la juste appréciation de la situation générale étaient de leur côté. Ils l'attaquèrent avec le sans-façon qui distingue leurs attaques ; je le défendis avec chaleur, en son absence, personnellement, contre eux, à Cologne. **Inde irae**. Je m'en ressentis bientôt. Dans la **Gazette rhénane** (die Rheinische Zeitung) qu'ils dirigeaient à cette époque parut une correspondance de Paris, écrite avec une lâcheté sornuise, et cet art d'insinuation perfide dont les correspondants allemands possèdent seuls le secret. Le correspondant prétait à Mme George Sand des discours fort étranges et tout à fait infamants : elle aurait dit - je ne sais, et le correspondant lui-même ne savait naturellement pas, ni où, ni à qui, ni comment, puisqu'il avait tout inventé - et que, selon toutes les probabilités la correspondance avait été fabriquée à Cologne - que j'étais un espion russe. (4). Madame Sand, protesta noblement, énergiquement. Je le remerciais un ami. Plus que cette protestation, que ce démenti formel de Mme Sand, et plus que son sentiment d'explications, j'aime à le croire, leur propre sentiment de justice et leur respect pour eux-mêmes les forcèrent à insérer dans leur journal une rétractation tout à fait insuffisante.

« Lorsqu'en 1861, ayant réussi à m'échapper de Sibérie, je revins à Londres, la première chose que j'entendis de la bouche de Herzen (5) fut celle-ci : ils avaient profité de mon absence forcée pendant douze années (de 1849 à 1861) dont huit passées dans différentes forteresses saxonnes, autrichiennes et russes pour me calomnier de la manière la plus odieuse, racontant à qui voulait bien l'entendre que je n'étais pas du tout emprisonné, mais que, jouissant d'une pleine liberté et comblé de tous les bienfaits terrestres, j'étais au contraire le favori de l'empereur Nicolas. Mon ancien ami, l'illustre démocrate polonais Worzel, mort à Londres vers 1860, et lui, Herzen, avaient eu toutes les peines du monde pour me défendre contre ces sales et calomnieux mensonges. Je ne cherchai pas querelle à ces messieurs ; mais je m'abstins d'aller les voir, voilà tout.

« A peine arrivé à Londres, je fus salué par une série d'articles, dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés évidemment par mes chers et nobles amis, les chefs des communistes allemands, mais ne portant aucune signature. Dans ces articles on osa dire que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe qui, en me créant la position d'un émigré et d'un martyr de la liberté, - titre que j'ai toujours détesté, parce que j'abhorre les phrases - m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est-à-dire de faire le métier d'espion pour son compte. Lorsque je déclarai, dans un autre journal anglais qu'à l'auteur de ces articles, on répondit non avec la plume à la main, mais avec la main sans plume, il s'excusa en prétendant qu'il n'avait jamais voulu dire que je fusse un espion, salarié, mais que j'étais un patriote de l'empire de toutes les Russies, tellement dévoué que j'avais encouru volontairement, toutes les tortures de la Russie de la prison et de la Sibérie pour pouvoir mieux servir plus tard la politique de cet empire. A de pareilles inepties, il n'y avait, évidemment rien à répondre. Ce fut aussi l'avis du grand patriote italien Giuseppe Mazzini, et celui de mes compatriotes Ogaref et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen

me dirent qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière, et fort probablement par les mêmes gens, et qu'à toutes les attaques semblables ils n'avaient jamais opposé qu'un silence méprisant.

« En décembre 1863, lorsque je traversais la France pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il présumait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de leurs compatriotes, tout en sauvant toujours du désastre ma propre personne. Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus continuellement injurié et calomnié par beaucoup de journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance - en Italie on lit peu de journaux allemands. J'appris seulement qu'on continuait à m'accabler de calomnies et d'injures, et je finis par m'en soucier aussi peu que je m'en souviens, soit dit par parenthèse, des invectives de la presse russe contre moi.

« Plusieurs de mes amis prétendirent, et prétendent que mes calomniateurs étaient soudoyés par la diplomatie russe. Ce ne serait pas impossible, et je devrais être d'autant plus forcé à le croire, que je sais pertinemment qu'en 1847, après un discours que j'avais prononcé à Paris contre l'empereur Nicolas dans une assemblée polonaise, et pour lequel M. Guizot, alors ministre des affaires étrangères, m'avait expulsé de France, à la demande du ministre représentant de la Russie, M. Kiseleff, ce dernier, par l'intermédiaire de M. Guizot lui-même, dont il avait sans doute surpris la bonne foi, avait tâché de répandre dans l'émigration polonaise l'opinion que je n'étais rien qu'un agent russe. Le gouvernement russe aussi bien que ses fonctionnaires ne reculent naturellement devant aucun moyen pour anéantir leurs adversaires. Le mensonge, la calomnie, les infamies de toute sorte constituent leur nature, et lorsqu'ils emploient ces moyens, ils ne font autre chose que d'user de leur droit incontestable de représentants officiels de tout ce qu'il y a de plus canaille au monde, sans préjudice pourtant pour l'Allemagne patriotique, bourgeoise, nobiliaire, officieuse, officielle, qui est montée aujourd'hui, je dois l'avouer humblement, à toute la hauteur politique, morale et humaine de l'empereur de toutes les Russies.

« Eh bien, franchement, je ne pense pas qu'aucun de mes calomniateurs, - d'ailleurs si peu honorables, la calomnie étant un misérable métier, ou qu'au moins les principaux d'entre eux - aient jamais eu, au moins sciemment, des rapports avec la diplomatie russe. Ils se sont inspirés principalement de leur propre sottise et de leur méchanceté, voilà tout ; et s'il y a eu une inspiration étrangère, elle est venue non de Saint-Petersbourg, mais de Londres. Ce sont toujours mes bons vieux amis, les chefs des communistes allemands, législateurs de la société à venir, qui restent eux-mêmes enveloppés par les brumes de Londres, comme Moïse l'était par les nuées du Sinai, ont lancé contre moi, comme une meute de roquets une foule de petits Juifs allemands et russes, tous plus imbéciles et plus sales les uns que les autres. (6).

« Maintenant, laissons de côté les roquets, les petits juifs et toutes les personnalités misérables, je passe aux points d'accusation qui sont formulés contre moi :

A) Ils ont osé imprimer dans un journal, d'ailleurs très honnête, très sérieux, mais qui dans cette occasion a démenti son caractère honnête et sérieux, en se faisant l'organe d'une vilaine et sottise diffamatoire, dans le **Volksstaat** que Herzen et moi nous étions tous les deux des agents panslavistes, et que nous recevions de larges sommes d'argent d'un Comité panslaviste de Moscou, institué par le gouvernement russe. Herzen était un millionnaire ; quant à moi, tous mes amis, toutes mes connaissances, et le nombre en est assez grand, savent fort bien que je passe ma vie dans une très rude pauvreté. La calomnie est trop ignoble, trop bête, je passe outre.

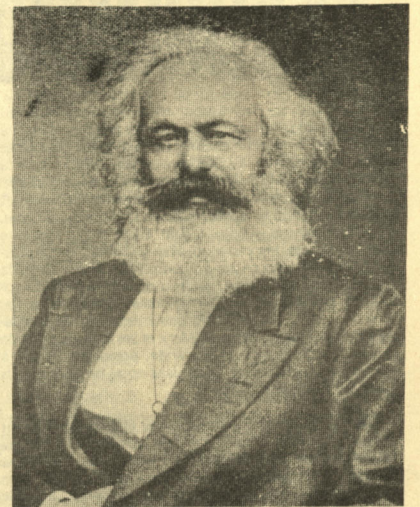
B) Ils m'ont accusé de panslavisme, et pour prouver mon crime, ils ont cité une brochure que j'avais publiée à Leipzig, vers la fin de l'année 1848, une brochure dans laquelle je me suis efforcé de prouver aux Slaves, que loin de devoir attendre leur émancipation de l'empire de toutes les Russies, ils ne pouvaient l'espérer que de sa complète destruction, cet empire n'étant autre chose qu'une succursale de l'empire allemand, que la domination abhorrée des Allemands sur les Slaves. « Malheur à vous, leur ai-je dit, si vous comptez sur cette Russie impériale, sur cet empire tartare et allemand qui n'a jamais eu rien de slave. Il vous engloutira et vous torturera, comme il le fait avec la Pologne, comme il le fait avec tous les peuples russes emprisonnés en son sein ». Il est vrai que, dans cette brochure, j'ai osé dire que la destruction de l'empire d'Autriche, et de la Monarchie prussienne était aussi nécessaire au triomphe de la démocratie que celle de l'Empire du tsar, et voilà ce que les Allemands, même les démocrates de l'Allemagne, n'ont jamais pu me pardonner.

« J'ai ajouté encore, dans cette même brochure : « Méfiez-vous des passions nationales qu'on cherche à ranimer dans vos cœurs. Au nom de cette monarchie autrichienne qui n'a jamais fait autre chose qu'opprimer toutes les nations assujetties à son joug, on vous parle maintenant de vos droits nationaux. Dans quel but ? Dans celui d'écraser la liberté des peuples, en allumant une guerre fratricide entre eux. On veut rompre la solidarité révolutionnaire qui doit les unir, qui constitue la force, la condition même de leur émancipation simultanée, en les soulevant les uns contre les autres au nom d'un patriotisme étroit. Donnez donc la main aux démocrates, aux socialistes révolutionnaires de l'Allemagne, et de la Hongrie, de l'Italie, de la France ; ne haïssez que votre éternel oppresseur, les classes privilégiées de toutes les nations ; mais unissez-vous de cœur et d'action à leurs victimes, les peuples ».

« Tels étaient l'esprit et le contenu de cette brochure, dans laquelle ces messieurs sont allés chercher des preuves de mon panslavisme. Ce n'est pas ignoble, seulement, c'est bête ; mais ce qui est encore plus ignoble que bête, c'est qu'ayant cette brochure sous les yeux, ils en ont cité des passages, naturellement travestis ou tronqués, mais pas un de ces mots par lesquels je stigmatisais et je maudissais l'empire russe, en adjuvant les peuples slaves de se en méfier, et la brochure en était pleine. Cela donne la mesure de l'honnêteté de ces messieurs.

« J'avoue que lorsque je lus d'abord ces articles qui parlent de mon panslavisme, prouvé si bien par cette brochure, comme on voit, je restais stupéfait. Je ne comprenais pas qu'on pût pousser si loin la malhonnêteté. Maintenant je commence à comprendre. Ce qui a dicté ces articles, ce n'était pas seulement l'insigne mauvaise foi de l'auteur, c'était encore une sorte de naïveté nationale et patriotique, très stupide, mais fort commune en Allemagne. Les Allemands ont tant et si bien révé au milieu de leur historique esclavage, qu'ils ont fini par identifier, très naïvement, leur nationalité avec l'humanité, de sorte que, dans leur opinion détestable la domination allemande, mépris leur civilisation d'esclaves volontaires, signifie être l'ennemi du progrès humain. Panslavistes sont à leurs yeux tous les Slaves qui repoussent avec dégoût et colère cette civilisation qu'ils veulent leur imposer.

« Si tel est le sens qu'ils donnent à ce mot panslaviste, oh ! alors je suis panslaviste, et du plein de mon cœur. Car vraiment, il est fort peu de chose que je déteste et que je méprise aussi profondément que cette domination infâme et que cette civilisation bourgeoise, nobiliaire, bureaucratique, militaire et politique des Allemands. Je continuerai toujours de prêcher aux Slaves au nom de l'émancipation universelle des masses populaires, la paix, la fraternité, l'action et l'organisation solidaire avec le prolétariat de l'Allemagne, mais pas autrement que sur les ruines de cette domination et de cette civilisation, et dans aucun autre but que celui de la démolition de tous les empires slaves et allemands ».



## prédictions sur l'état marxiste

Dans une lettre à Paulo, qui devait être Pablo Iglesias, peu après fondateur du parti socialiste espagnol avec Paul Lafargue, que Karl Marx avait envoyé sur place pour combattre les internationalistes antiautoritaires, Bakounine faisait les avertissements suivants :

« L'égalité sans la liberté est une fiction malsaine créée par les fripons pour tromper les sots. L'égalité sans la liberté c'est le despotisme de l'état, et l'état despotique ne pourrait exister un seul jour sans avoir au moins une classe exploitante et privilégiée : la bureaucratie, puissance héréditaire comme en Russie et en Chine, ou de fait comme en Allemagne et vous. Notre grand et vrai maître à tous, Proudhon, a dit dans son beau livre **De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise**, que la plus désastreuse combinaison qui puisse se former serait celle qui réunirait le socialisme et l'absolutisme, les tendances du peuple vers l'émancipation économique et le bien-être matériel avec la dictature et la concentration de tous les pouvoirs publics et sociaux de l'Etat.

« Que l'avenir nous conserve donc des faveurs du despotisme ; mais qu'il nous sauve aussi des conséquences désastreuses et abrutissantes du socialisme autoritaire, doctrinaire ou d'Etat. Soyons socialistes, mais ne devenons jamais des peuples troupeaux. Ne cherchons la justice, toujours la justice, politique, économique et sociale que sur la voie de la liberté. Il ne peut y avoir rien de vivant et d'humain en dehors de la liberté, et un socialisme qui la rejeterait de son sein ou qui ne l'accepterait pas comme unique principe créateur et comme base, nous ménerait tout droit à l'esclavage et à la bestialité » (Texte publié par Max Nettlau, dans **Life of Bakunin**).

On ne pouvait mieux résumer d'avance quelles seraient les conséquences de l'Etat marxiste. Mais Bakounine a écrit bien davantage à ce sujet, et c'est pourquoi il a été poursuivi par la haine et la calomnie de Marx et Engels et avec plus fortes raisons par les Duclos et Cie. Nous pourrions remplir toutes les pages de ce numéro du **Monde Libertaire** par des citations toutes plus géniales les unes que les autres ; la place nous manquant, nous nous limiterons aux lignes suivantes, qui sont extraites de l'écrit intitulé **Fragment formant une suite de l'Empire Knouto germanique**.

« Mais qui dit l'Etat, dit nécessairement un état particulier, limité, comprenant sans doute, s'il est très grand, beaucoup de population et de pays différents, mais en excluant encore davantage. Car, à moins de rêver, l'Etat Universel comme l'avaient fait Napoléon et avant lui, Charles Quint, ou comme la papauté avait rêvé l'Eglise universelle, M. Marx, malgré toute l'ambition internationale qui le dévore aujourd'hui, devra bien, quand l'heure de la réalisation de ses rêves aura sonné pour lui, - si elle sonne jamais - se contenter de gouverner un seul, et non plusieurs Etats et à la fois. Par conséquent, qui dit Etat dit un Etat, et qui dit un Etat, affirme par là l'existence de plusieurs Etats, et qui dit plusieurs Etats dit immédiatement concurrence, jalousie, guerre sans trêve et sans fin. La plus simple logique aussi bien que toute l'histoire en fait foi. (7).

Suite page 10



# Michel Bakounine répond à Duclos

« Il est dans la nature de l'Etat de rompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'Etat ne peut se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel aux sujets des autres Etats. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, avec la raison universelle, par la naissance et la morale de l'Etat et d'une raison d'Etat. Le principe de la morale politique, ou d'Etat est très simple. L'Etat étant le but suprême tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bien, tout ce qui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. Cette morale s'appelle le **patriotisme**. L'internationale, comme nous l'avons vu, est la négation du patriotisme, et par conséquent, de l'Etat. Si donc M. Marx et ses amis du parti de la démocratie socialiste allemande, pouvaient réussir à introduire le principe de l'Etat dans notre programme, ils tueraient l'Internationale.

« L'Etat, pour sa conservation, doit être nécessairement puissant au-dehors, mais s'il l'est au-dehors, il sera infailliblement au-dedans. Tout l'Etat, devant se laisser inspirer et diriger par une morale particulière, conforme aux conditions particulières de son existence, par une morale qui est une restriction et par conséquent la négation de la morale humaine et universelle, devra veiller à ce que tous ses sujets, dans leur pensée et surtout dans leurs actes, ne s'inspirent aussi que des principes de cette morale patriotique ou particulière, et qu'il reste sourd aux enseignements de la morale purement ou universellement humaine. De là résulte la nécessité d'une censure de l'Etat; une liberté trop grande de la pensée et des opinions n'étant, comme le pense M. Marx, avec beaucoup de raison d'ailleurs, à son point de vue éminentement politique, incompatible avec cette unanimité d'adhésion réclamée par la sûreté de l'Etat, que telle soit, en réalité, la pensée de M. Marx, cela nous est suffisamment prouvé par les tentatives qu'il a faites pour introduire, sous des prétextes plausibles, en le couvrant d'un masque, la censure dans l'Internationale.

« Mais quelle que soit la vigilance de cette censure, alors même que l'Etat prendrait exclusivement entre ses mains toute l'éducation et toute l'instruction populaires, comme l'a voulu Mazzini et comme le veut aujourd'hui M. Marx, l'Etat ne pourra jamais être sûr que des pensées prohibées et dangereuses ne se glissent pas, en contrebande, dans la conscience des populations qu'il gou-

verne. Le fruit défendu à tant d'attrait, pour les hommes, et le diable de la révolte, cet ennemi éternel de l'Etat, se réveille si facilement dans les cœurs, lorsqu'ils ne sont pas suffisamment avertis que ni cette éducation, ni cette instruction, ni même cette censure, ne garantissent suffisamment la tranquillité de l'Etat. Il lui faut encore une police, des agents dévoués qui surveillent et dirigent, secrètement, et sans que cela paraisse, le courant de l'opinion et des passions populaires. Nous avons vu que M. Marx lui-même est tellement convaincu de cette nécessité, qu'il a cru devoir remplir de ses agents secrets toutes les régions de l'Internationale, et surtout l'Espagne, la France et l'Italie.

« Enfin quelque parfaite que soit au point de vue de la conservation de l'Etat, l'organisation de l'éducation et de l'instruction populaires, de la censure et de la police, l'Etat ne peut être sûr de son existence tant qu'il n'a point pour le défendre contre les **ennemis de l'intérieur** contre le mécontentement des populations, une force armée. L'Etat, c'est le gouvernement de haut en bas, d'une immense quantité d'hommes très divers au point de vue du degré de leur culture, de la nature des pays ou des localités qu'ils habitent, de leur position, de leurs occupations, de leurs intérêts, de leurs aspirations, par une minorité quelconque, cette minorité, fût-elle mille fois élue par le suffrage universel et contrôlée dans ses actes par des institutions populaires, à moins qu'elle ne soit douée de l'omniscience, de l'omniprésence et de la toute-puissance que les théologiens attribuent à leur Dieu, il est impossible qu'elle puisse connaître, prévoir les besoins, ni satisfaire avec une égale justice, aux intérêts les plus légitimes, les plus pressants de tout le monde. Il y aura toujours des mécontents parce qu'il y aura toujours des sacrifiés.

«... Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique. Au moins on le promet, quoique je doute fort que, de la manière dont on s'y prend, et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin

l'application du capital à la production (8) par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de téra débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'**intelligence scientifique**, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels; et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominante au nom de la science, une immense majorité ignorante. Et alors, gare à la masse des ignorants ! »

## NOTES

- 1 - Chef du parti social démocrate fondé en Allemagne par Lassalle qui s'était fait tuer dans un duel stupide.
- 2 - C'est à Londres que siégeait alors le Conseil général de l'Internationale où Marx s'était assuré une majorité par cooptation, en choisissant principalement (cela fut dénoncé par le Bulletin de la Fédération jurassienne) des israélites - il était lui-même israélite d'origine - des Anglo-Saxons et des Allemands, contre les fédérations latines. On a quelque peine à consigner ce fait, mais telle fut la vérité. Et cela aide à comprendre l'insistance de Bakounine, qui peut nous paraître choquante.
- 3 - Bakounine et Marx s'étaient connus à Paris de 1844 à 1848; ils avaient même écrit dans les mêmes journaux révolutionnaires.
- 4 - Elle écrivit personnellement à Bakounine, l'assurant de son estime et de son amitié.
- 5 - Herzen était un grand écrivain russe, socialiste populiste, et qui avec son ami (ami aussi de Bakounine) le poète Ogareff fonda et dirigea la revue *Kolokol* qui exerça une grande influence, dans la lutte contre le tsarisme, jusque dans la cour impériale.
- 6 - Voir plus haut, note 2, qui pourrait être amplifiée. C'est à des israélites (Oustrine en Suisse, Lafargue en Espagne) envoyés sur place que Marx confia la tâche de combattre le courant socialiste autoritaire. Il est vrai aussi que dans les congrès socialistes, les délégués allemands parmi lesquels Wilhelm Liebknecht, formaient un bloc monolithique et avaient recours aux procédés les plus malpropres et les plus autoritaires pour faire triompher leurs conceptions. C'est de ses compatriotes que Marx se servait pour faire expulser Bakounine et Guillaume de la Première Internationale. Et en Allemagne même, les socialistes firent un peu plus tard, du mot anarchiste le synonyme de policiers. Tout cela est écœurant, mais on ne peut les faire des qu'on veut aller au fond des choses. Disons du reste qu'en France même, Jules Guesde, fondateur du parti socialiste et ses amis les « guesdistes » usèrent, quoique à un moindre degré, des mêmes procédés.
- 7 - Même entre Etats marxistes : Voyez la Chine et l'U.R.S.S.
- 8 - Il s'agissait du capital financier concentré aux mains de l'Etat.

## informations d'Argentine

Suite de la page 16

et les impôts continuèrent leur marche ascendante. Si à cela on ajoute l'impression effrénée de billets de banque sans réserve - chose qui fut amplement approuvée - on comprendra que le fameux pacte allait devenir progressivement un pacte de faim et la suppression de fait de la liberté syndicale. L'insistance avec laquelle Peron et ses porte-paroles les plus autorisés proclamèrent l'intangibilité du pacte, démontra clairement le but poursuivi : imposer une totale passivité au mouvement ouvrier.

Le pas suivant dans la consolidation de ce schéma politique consista, d'une part à accentuer le centralisme de la CGT et l'attribution de postes de dirigeants à ses responsables et d'autres part à réformer le code pénal, l'on créa de nouvelles formes de délit, d'une formulation si vague qu'une simple menace puisse être un motif pour de longues peines de prison.

Pour ce qui est relatif à l'ordre légal de la C.G.T. le militant ouvrier José Gonfeld, dans un travail documenté qui parut dans le N° 88 de la revue « *Reconstruire* », dit que le gouvernement élabore en hâte une loi modifiant GRUNFELD la loi N° 14 455 déjà suffisamment fasciste de décembre 1973 et promulguée par le pouvoir exécutif le 11 du même mois, porte le N° 20 615 et est beaucoup plus totalitaire que la précédente. Elle accentue les privilèges et les immunités de l'actuelle « coupole syndicale » incrustée dans la C.G.T. et dans les organismes nationaux; elle prolonge les périodes de durée des C.C.D.D.; elle diminue l'autonomie des syndicaux locaux et le soumet à des « encadrements » décidés dans les « hautes sphères » etc... Grâce aux « privilèges » et au Tribunal national des relations professionnelles on pourra arriver à des degrés incroyables d'impunité dans

les bouclades, manipulations de fonds et attitudes politiques de la part des dirigeants. Plus loin, il ajoute :

« La loi 20 615 octroie des pouvoirs illimités aux autorités. Elle permettra de soumettre à encore plus d'obéissance ceux qui sont favorisés par le parti vertical actuellement au gouvernement, fermant ainsi le cercle absolutiste depuis le centre duquel, le chef indiscuté tire toutes les ficelles ».

## la normalisation justicialiste

La question est claire : Pour que le « pacte social » s'applique sans problèmes, il faut doter de pouvoirs tout puissants, presque militaires, les dirigeants du syndicalisme officiel, qui pourront châtier, avec l'exclusion des syndiqués ou militants qui prétendraient s'en prendre au pacte de la faim.

Ces deux étapes accomplies, le grand pacificateur s'occupera de purger à fond son mouvement des éléments indociles qui crurent ingénument à l'histoire du changement de structures et à l'hérésie d'une **patrie socialiste** sous le verticalisme de Péron. Il convient de noter que le thème du verticalisme, c'est-à-dire du pouvoir absolu octroyé au chef suprême, ne fut jamais remis en question par aucune faction en lutte. Les uns et les autres acceptaient l'autorité indiscutable de Péron.

De sorte que, quand celui-ci jugea le moment opportun de définir sa position, il indiqua que ceux qui, au lieu de lutter pour une « patrie

justicialiste » invoquaient l'autre formule, pouvaient aller rejoindre un quelconque des « cinq partis » qui, en Argentine, invoquent le socialisme. De fait, cela signifiait l'exclusion pure et simple des groupes de jeunes qui se considéraient comme les plus combattifs militants du péronisme. Nombre d'entre eux avaient été loués par le chef quand ils agissaient comme guerilleros dans la « résistance héroïque » contre la dictature militaire. Ceux qui persistaient maintenant en une telle activité combattive devenaient des délinquants de droit commun. Leur héroïsme d'hier fut qualifié par le leader de crime de lèse-patrie. On ne parla pas d'une condamnation formelle. Il n'y eut pas non plus de sanction par voie légale.

Le châtiement se fit par des méthodes extra-légales, avec l'intervention de nouvelles formations, non plus de guerilleros, mais plutôt suspectées d'être « para-policières » qui justifiaient pleinement nos réserves sur le risque du retour à un régime de caractéristiques totalitaires, similaire à celui qui gouverna entre les années 1945 et 1955.

Pour compléter le panorama social et politique de notre pays, nous devrions nous référer aux problèmes spécifiques qui ont provoqué et qui provoquent des crises en diverses provinces, le rôle que jouent les différentes organisations politiques, le projet de réforme de la loi qui régit les universités, la situation économique de la Nation, etc...

FEDERATION LIBERTAIRE ARGENTINE  
Buenos Aires, Février 1974  
Traduit de l'espagnol.



# informations internationales

## ALLEMAGNE DE L'OUEST

**La fin de Willy Brandt** - La presse a complètement renseigné nos camarades sur le roman d'espionnage qui a marqué la démission du chancelier Willy Brandt. Rien n'y manque : ni la belle espionne, ni l'agent double devenu intime du chancelier qui est bien mal payé de ses généflexions devant Moscou et Varsovie ! Ce qui importe, c'est moins la chute de Brandt que le déclin continu du parti social-démocrate (S.P.D.). Les élections au Sénat de Hambourg (3 mars) avaient marqué un recul de 10 % des voix S.P.D. et ce parti perdait la majorité absolue le 17 mars aux élections municipales en Rhénanie. Le 24 mars avaient lieu les élections municipales au Schleswig-Holstein et aux conseils d'arrondissements de trois nouveaux arrondissements de la Hesse du nord ; dans le Schleswig le S.P.D. perd 8 % des voix, le C.D.U. prend la majorité absolue. Et le S.P.D. perd les grands centres de Lübeck, Flensburg, Kiel et Keumunster. Le sénateur de Lübeck, Lewerenz, membre du S.P.D. depuis 40 ans et ami de Brandt, a démissionné du parti en raison de son orientation « gauchiste ». Ces résultats confirmeraient un sondage paru le 21 mars dans la revue « Quick » : le nombre des citoyens mécontents de la politique de Brandt est passé de 23 % en février 1973 à 41 % en janvier 1974.

Quant à Moscou, il ne semble pas se soucier de voir en Allemagne un parti communiste électoralement fort. Le D.K.P. - électoralement squelettique - a voté pour le parti libéral en Bade-Wierhomberg, pour le S.P.D. en novembre 1972 et s'apprête à soutenir ce même S.P.D. en Basse-Saxe. Moscou préfère une stratégie à long terme : le D.K.P. constitue un parti de cadres qui s'infiltrer dans les structures syndicales et dans les universités. En même temps le D.K.P. dénonce les « gauchistes » libéraux ou maoïstes qu'il présente comme des irresponsables et des provocateurs. Ainsi le courant anti-autoritaire et anti-étatique, parfois confus, réalise contre lui l'union des autoritaires et de l'Etat officiel. La bourgeoisie - qui a peur des gauchistes du S.P.D. - devrait se sentir rassurée : car la répression policière sous l'ère de Willy Brandt a été plus brutale que sous l'ère Adenauer. Que peut-on attendre de l'ère Schmidt ? Un avenir très proche nous l'apprendra.

**Inflation et vie chère** - En mars 1974 l'index du coût de la vie a augmenté de 7,2 % par rapport à mars 1973. Si on prend pour 1970 la base 100, l'index actuel est 125,2 (le pouvoir d'achat du D.M. a diminué de un quart). Il faut noter qu'en France, pour la même période d'un an, le coût de la vie a augmenté de 12,2 % et qu'en Allemagne l'augmentation a été en mars de 0,3 % contre 0,7 % en février. Faut-il rappeler que malgré 5 réévaluations du D.M. depuis 1969 (environ 45 %), la balance commerciale France-Allemagne ne cesse d'être déficitaire pour la France et que ce déficit s'accroît de mois en mois ? Conclusion : oui, l'Allemagne est menacée de sous-emploi, des stocks s'accumulent (automobiles), l'inflation se fait sentir ! Mais alors, que dire de la France dont des pan-

tins comme Giscard ou Mitterrand vantent la grandeur, le rayonnement et l'avenir radieux ?

**Torture raffinée pour les prisonniers politiques.** Par voie de tracts et d'affiches, nos camarades ont dénoncé les agissements du sieur Posser, ministre social-démocrate de la justice en Rhénanie-Wesphalie. Les prisonniers politiques sont soumis à un régime d'isolement complet dans des bâtiments séparés, parfaitement insonorisés, avec des lucarnes garnies d'un treillage fin laissant à peine passer la lumière. A ce régime de la mort lente, Astrid Poll et Ulrike Meinhof, membres de la R.A.F. ont été soumis pendant plusieurs mois dans la période de novembre 1971 - décembre 1973. Et depuis le 5 février 1974 Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin connaissent la même torture.

**Ils ne changeront jamais !** La revue anarchiste « Befreiung » rend compte de la réunion, tenue mi-avril 1974, de tous les groupes « Secours Rouge ». Une scission définitive s'est produite, par le départ des éléments appartenant au parti marxiste-léniniste (maoïstes). Les membres de ce parti utilisaient le « Secours Rouge » pour propager les buts de leur parti, gagner des adhérents et noyauter le « Secours Rouge » : c'est ainsi que 8 groupes se disant « Secours Rouge », que personne ne connaissait, et composés uniquement de maoïstes se présentèrent à cette réunion, prétendant y participer. A la suite du départ des maoïstes, les sections du « Secours-Rouge » tinrent en mai une réunion pour fixer leurs positions dans le mouvement et définir le travail qui leur est propre.

Dans son journal « Rötter-Morgen », le même parti maoïste appelle à l'unité d'action pour le 1er mai et en profite pour dénoncer le parti communiste D.K.P. comme fasciste et les groupes trotskystes comme contre-révolutionnaires. De son côté, la ligue des travailleurs socialistes (section de la 4ème internationale trotskyste) a diffusé à Essen - toujours à l'occasion du 1er mai - un tract où elle prend à partie sociaux-démocrates, maoïstes et stalinien, affirmant sans rire que le salut consiste dans la fondation d'un nouveau parti révolutionnaire. Ainsi nous assistons une fois de plus aux querelles sordides des frères ennemis, tous se disant héritiers légitimes de Marx et de Lénine... Mais qui se retrouvent amis quand il s'agit de calomnier les anarchistes, ces petits bourgeois, ces agents provocateurs !

**Mayence : l'action des jeunes.** Il y a plus d'un an, une quinzaine de jeunes de Mayence se sont réunis pour obtenir de la municipalité la mise à leur disposition d'un local, où ils pourraient constituer un « centre de jeunesse », autonome, auto-géré et indépendant de la Maison des jeunes soumise à la tutelle municipale. Un tel résultat ne pouvait être obtenu que s'ils groupaient un nombre important de jeunes et s'ils avaient le soutien de la population. Il fallut un labeur tenace, des démarches auprès d'une administration hostile, une manifestation le 17 novembre suivie d'une fête où participèrent un millier de jeunes. Comme les élections municipales du 17 mars approchaient, la municipalité se fit plus accueillante et le 1er mars, 150 jeunes se trouvaient devant l'hôtel de ville pour visiter le local (?) mis enfin à leur disposition. C'était un vieux « bunker » humide, délabré, sans

installations sanitaires et sans chauffage ! Trois jours après le groupe d'initiative des jeunes devait constater que ledit local était déjà occupé par des boya-scouts. Car la municipalité astucieuse a l'habitude de proposer ce taudis à tous les groupes qui désirent un local : élégante façon de les envoyer à la balançoire ! Une manifestation des jeunes fut prévue pour le 16 mars et un journal-tract de 8 pages fut édité, faisant l'historique de la question, dénonçant la duplicité de la municipalité.

L'annonce de cette manifestation fut l'occasion pour le parti communiste D.K.P. d'attaquer l'action des jeunes : l'organe du parti prétendait qu'on préparait à Mayence une occupation de maison, un affrontement avec la police, que les groupes anarchistes et maoïstes de Francfort étaient mobilisés pour troubler l'ordre à Mayence, etc... Nos camarades répondirent aussitôt par un tract dénonçant les calomnies du D.K.P. et des dirigeants d'autres groupes « gauchistes » qui se désolidarisent bruyamment du groupe initiative des jeunes. En même temps, vu l'imminence des élections, un local était mis à la disposition du groupe des jeunes. La manifestation eu lieu le 15 avec succès et dans la cohue : 500 participants. Les élections se déroulèrent... et la municipalité refusa le local « pour des raisons de sécurité », la maison en question menaçant ruine. L'action continue et cette triste histoire fait la preuve une fois de plus : 1) de la duplicité des politiciens nationaux ou municipaux ; 2) du rôle d'auxiliaire de la police que joue en Allemagne comme ailleurs, le parti communiste.

## ISRAEL

Le 5 mai, devant l'ambassade d'Allemagne à Tel-Aviv a eu lieu une manifestation exigeant la libération de Beate Clarsfeld combattante anti-nazi pour la liberté, réunissant une centaine de personnes sous les drapeaux et les banderoles anarchistes pour la fraternité internationale pour toutes les victimes du fascisme et contre les guerres et les agressions d'après les « Free Socialists of Israël ».

## SUISSE

**Zurich** - Le groupe Guillaume vient de publier le No 8 des « Cahiers Libéraires », revue copieuse et bien présentée. Ce numéro, outre le début d'une étude sur l'Etat, contient un excellent article sur la débacle du socialisme étatique au Chili et une longue analyse de la vie et de l'œuvre de Malatesta. Le même groupe nous signale l'attitude pour le moins hypocrite adoptée par le conseil fédéral de la Confédération à l'égard des réfugiés chiliens. Les autorités ont - si on les croit - fait preuve d'une large générosité en acceptant d'accorder le droit d'asile à ... 250 réfugiés chiliens, triés par une organisation officielle. Cette générosité « au compte-gouttes » est sévèrement critiquée par une bonne partie de l'opinion publique.

# COMMUNIQUE

Le mercredi 15 mai en fin de soirée, l'insoumis Christian Dufresne a été réformé par les autorités militaires.

Il avait fait sa demande de statut d'objecteur de conscience 8 jours trop tard, il était donc forcé (art. 42). Refusant de rejoindre son affectation, il fut arrêté en février dernier et conduit en tant qu'insoumis à la caserne Duplex à Paris. Là, il refusa de porter l'uniforme et fut conduit à la prison de Fresnes.

C'est pour le premier délit, celui d'insoumission, qu'il passa en procès le mardi 7 mai 1974 au T.P.F.A. de Reuilly Diderot où il fut acquitté. Théoriquement, il était censé être libre le soir, mais les autorités militaires l'attendaient à sa sortie de Fresnes et l'emmenèrent à la caserne Duplex. Ceci parce qu'ils conservaient contre lui le délit de « Refus d'obéissance ». Déjà, de nombreux télégrammes de protestations affluaient à la caserne.

De Duplex, le vendredi 10 mai au soir, on le conduisit à la caserne Mortier et ce n'est que le lundi 13 que son avocat (Me Leclerc) sût enfin où il se trouvait. De tous les coins de France, de nombreux télégrammes tombaient sur la table du commandant de la caserne. Cette même caserne était maintenue en état d'alerte (piquet d'alerte renforcé, chiens policiers, lances à incendie, etc...). Le mardi 14, les télégrammes continuaient d'arriver, et, dans

l'après-midi, Christian Dufresne fut emmené à l'hôpital psychiatrique des armées (hôpital Percy à Clamart). Le temps qu'il passe une visite médicale, déjà de nombreux télégrammes arrivaient. Christian fut ramené en fin de soirée à la caserne Mortier.

Dans la soirée, sa femme fut informée qu'elle pouvait voir son mari, ce qu'elle tentait vainement de faire depuis plusieurs jours. Elle le vit le lendemain matin, libre de circuler dans la caserne. Le commandant le lui fit d'ailleurs remarquer et lui dit également que son mari était trop encombrant pour l'armée, qu'il n'y avait qu'une solution : la réforme, et qu'elle fasse savoir à ceux qui envoient les télégrammes de cesser ainsi qu'à ceux qui, dans la nuit précédente, ont « décoré » les murs de la caserne d'inscriptions demandant la libération de Dufresne.

Christian Dufresne sortit libre dans la soirée du mercredi 15.

Il était parfaitement sain de corps et d'esprit, déclaré apte initialement mais devant les nombreuses réactions en sa faveur, la hiérarchie militaire a préféré s'en débarrasser par le biais de la réforme.

Ce n'est pas le cas des nombreux objecteurs (refusé d'être reconnu comme tel), des insoumis, déserteurs, etc... qui croupissent dans les prisons de la « Grande Muette ».

C.S.O.C. de PARIS

## SOUSCRIPTION

WILDENBERG ..... 100,00 F  
KERSAUZE ..... 30,00 F  
DUMOLIN ..... 10,00 F  
BERTHIER ..... 5,00 F  
BALLADE ..... 55,60 F  
COLLART ..... 10,00 F  
BEGUIN ..... 5,00 F  
LA PLANCHE ..... 5,00 F  
ROUGIER ..... 20,00 F  
MASSON ..... 5,60 F  
WALLY ..... 9,00 F  
HAUSER ..... 5,00 F  
LE GALL ..... 20,00 F  
LANGLOIS ..... 10,00 F  
CAILLOT ..... 6,00 F  
ANONYME ..... 100,00 F  
LAUFER ..... 200,00 F  
GHILONI ..... 9,20 F  
GRAFF ..... 20,00 F  
LAPORTE ..... 5,00 F  
LANZA ..... 15,00 F  
SARIO ..... 10,00 F  
PREISS ..... 60,00 F  
GAILLARD ..... 20,00 F  
GOVAERTS ..... 10,00 F  
LAFARGUES ..... 10,00 F  
MOZZICONACCI ..... 5,00 F  
BULTING ..... 19,00 F  
PREVOTEL ..... 50,00 F  
JAMES ..... 100,00 F  
ANONYME ..... 11,00 F  
SCHUMACHER ..... 10,00 F  
CORNU ..... 3,50 F  
GILBERT ..... 7,00 F  
LANTUEJOL ..... 5,00 F  
MINIERE ..... 25,00 F  
NIVELLE ..... 70,00 F  
BAILA ..... 10,00 F  
MEJEAN ..... 20,00 F  
PAUMET ..... 25,00 F  
PARIETTI ..... 128,00 F  
JORDY ..... 30,00 F

CESTERS ..... 30,00 F  
PABLO ..... 20,00 F  
BERILLEY ..... 5,00 F  
DESBRIERES ..... 20,00 F  
Groupe de Nantes ..... 15,00 F  
Henri JEAN ..... 52,00 F  
CARRETTIER Pierre ..... 10,00 F  
Patrick CHASLES ..... 15,00 F  
COUSIN ..... 10,00 F  
ZANTAIN ..... 20,00 F  
JACOB ..... 2,00 F  
ANONYME ..... 3,00 F  
RAYMOND ..... 20,00 F  
NICOLAS ..... 2,50 F  
DROMIER ..... 10,00 F  
HERVÉ ..... 3,00 F  
JIMON-JACQUES ..... 4,00 F  
GIMON ..... 4,00 F  
Michel BERNARD ..... 30,00 F  
SMIT ..... 2,00 F  
JOURDOIS ..... 10,00 F  
ANONYME ..... 2,00 F  
GASPARD ..... 2,00 F  
François ..... 1,35 F  
GALA ML ..... 107,65 F  
ANONYME ..... 100,00 F  
LAUFER ..... 200,00 F  
DIDIER ..... 2,50 F  
ARDY ..... 85,00 F  
FARID ..... 6,00 F  
CAMILLE ..... 15,00 F  
BIGOT ..... 30,00 F  
DUPUIS ..... 10,00 F  
ANONYME ..... 1,00 F  
JEAN JACQUES ..... 2,00 F  
RAPPERT Jean ..... 10,00 F  
RAYMOND ..... 1,00 F  
Groupe MAKHNO ..... 3,00 F



en Allemagne fédérale

# la loi contre les radicaux, loi d'exception

I. - L'Etat et les «radicaux».

Le 6 mars de cette année, le cabinet a voté un projet de loi visant à amplifier les lois déjà existantes qui régissent les droits et les devoirs de tous les employés et fonctionnaires d'Etat. Ce projet a pour dessin de légaliser ce qu'on pratique déjà : sera exclue du service d'Etat toute personne dont on ne croit pas avoir la garantie absolue qu'elle défendra toujours la constitution actuelle.

Le 10 mai, ce projet de loi devra être voté au parlement fédéral. Si on peut encore avoir quelque doute sur son acceptation, c'est à cause de la C.D.U. qui ne le trouve pas assez important ; ce parti exige comme critère suffisant de par son refus non seulement les activités personnelles d'un individu, mais il voudrait pareillement pouvoir refuser tous ceux qui sont membres de certains partis ou groupes ou associations dont le dessin consiste en un changement radical de la constitution actuelle. Parmi ces groupements, on compte aussi le parti communiste allemand qui participe aux élections.

Pour comprendre ce procédé un peu incroyable en dehors de l'Allemagne - incroyable surtout parce que tout cela n'émeut pas excessivement le public allemand - il faut retracer très brièvement quelques données historiques.

Les années cinquante, sous le gouvernement Adenauer, étaient caractérisées par l'anticommunisme féroce et illimité. En 1956, le tribunal constitutionnel suprême déclara comme illégal le parti communiste d'alors, et toutes les organisations considérées comme successeurs de ce parti. Puisqu'on mettait tout dans le même sac, on aurait alors mis sous le même verdict les groupes libertaires s'ils avaient existé, mais de toute façon il n'y en avait pas dans ce temps. Immédiatement après la sentence, on commença la chasse aux communistes, dont les prisons étaient alors pleines.

Il s'entend que le service public était dans cette période sujet, à des mesures spéciales. En 1950, le gouvernement émit un décret qui éloigna du service d'Etat tout membre d'une organisation «anticonstitutionnelle», dont treize étaient expressément nommés. Onze étaient des groupements de gauche, les deux derniers des néo-fascistes.

Il serait intéressant de faire des recherches pour savoir dans quelle mesure ce décret a été appliqué. En tout cas, en 1960 la presse donna l'alerte à l'occasion d'un événement exemplaire : on avait destitué de ses fonctions comme membre de la commission d'examen la Prof Dr Renate Riemek, chargée des cours d'histoire ancienne et moderne à l'Ecole normale des instituteurs de Wuppertal.

Cette enseignante très qualifiée et très populaire avait joué un rôle important dans le mou-

vement pacifiste contre le réarmement de l'Allemagne occidentale et la bombe atomique, mouvement surgi vers la fin des années cinquante, d'abord appuyé par les sociaux-démocrates qui le laissèrent tomber en 1959 en chassant les membres qui ne voulaient pas entendre raison. Une partie de ce mouvement pacifiste chercha à développer des activités en faveur de la réunification des deux Allemagnes, considérant la séparation des deux Etats et l'anticommunisme militant lié à cette situation comme raison principale de la remilitarisation et refascisation allemande.

Dans ce contexte, la Riemek avait ouvertement entretenu des contacts avec des universités en Allemagne orientale. C'était la raison de son licenciement. Il faut souligner que la Riemek elle-même n'a jamais été communiste, comme d'ailleurs beaucoup de ceux qui faisaient comme elle. Ils ne voulaient que l'unité de la nation et la garantie des libertés démocratiques, entendues au sens du libéralisme. C'était d'ailleurs la raison pour quoi la Riemek devait plus tard politiquement faillir : en décembre 1960 elle fonda le D.F.U. (Union allemande pour la paix) ; ce parti n'a jamais réussi à avoir les 5 % nécessaires pour arriver au Parlement, ce qui n'étonne pas vu qu'ils n'avaient à offrir aucune alternative sociale.

Le licenciement de la Prof Riemek suscita une réaction totalement inattendue de la part des futurs instituteurs ses élèves, réaction qui effraya tous les bons bourgeois : plusieurs centaines des sept cent cinquante étudiants wuppertaliens firent une grève sur le tas devant la porte du ministère de l'Instruction à Düsseldorf. Ce qui était en effet quelque chose d'incroyable dans l'Allemagne de 1960 et causa des activités affolées de la part de la police politique.

Dans les journaux il se développa une véhémente discussion sur la liberté d'opinion à concéder aux serveurs d'Etat. Cette campagne dura plusieurs mois, puis cessa avec la démission de l'enseignante et la fondation de la D.F.U. Cette discussion reprit seulement en 1970 avec la réaction naissante contre le mouvement de 1968.

Les événements autour de l'an 1960 retombèrent très vite dans l'oubli, ils n'avaient remué qu'une partie superficielle de la société allemande (sans considérer que dans plusieurs groupes de jeunes adhérents au mouvement pacifistes il s'était déjà manifesté, implicitement, des tendances libertaires, mais qui n'eurent alors pas de suite).

Vers le milieu des années soixante, une partie de la jeune gauche était arrivée jusqu'à soutenir les sociaux-démocrates, préférant, malgré tout, un gouvernement de la S.P.D. à celui

des démocrates chrétiens. On sait que même Gudru Ensslin - plus tard un des membres principaux de la RAF (groupe Baader-Meinhof) et actuellement emprisonnée - fut l'assistante de la SPD aux élections qui eurent comme résultat la «grande coalition», entre la SPD et la CDU.

Suivit la grande déception en raison du comportement des sociaux-démocrates au pouvoir, ce qui détourna d'eux une grande partie de la jeunesse et fut un des facteurs décisifs qui conduisirent aux événements de 1968.

Quand on entend parler de ces événements, les différences linguistiques sont significatives : en parlant de la France, on dit «le mai français», mais en se référant à l'Allemagne, on dit «la révolte des étudiants». En effet, dans les manifestations allemandes de 1968-1969, on ne vit, à quelques exceptions près, que des étudiants. Il arriva que des ouvriers donnèrent un coup de main aux policiers matraquant une manifestation.

Ces expériences d'isolement eurent un effet traumatisant sur les jeunes intellectuels. Ils cherchaient le contact avec les ouvriers. Avant que le Parlement vote les lois d'exception (dont on avait commencé à parler dix ans auparavant, mais alors personne ne voulait écouter ceux qui criaient gare), les étudiants cherchèrent à inciter les ouvriers à la grève pour empêcher cela. C'était en vain. On ne peut pas politiser les ouvriers en trois jours.

On comprit qu'il fallait un travail de base patient et continu. Alors débuta le mouvement des groupes de base, d'abord à l'intérieur de l'université (pour la réforme de l'université et la préparation à la pratique révolutionnaire dans les futurs professions), et bientôt beaucoup d'étudiants commencèrent à se faire directement ouvriers, comprenant qu'on ne peut rien faire «du dehors».

A Berlin, autour de Rudi Dutschke, on appela à la «marche à travers les institutions». Au fond, ce n'était rien d'autre que prendre sur parole ce que les partis avaient proposé aux étudiants en 1967-1968, lorsque ceux-ci manifestaient dans les rues. Mais à cette heure, les partis ne voulaient plus de cette espèce de «collaboration».

On commença la chasse aux radicaux dans les universités, cette fois aussi. Les professeurs de droite se réunirent et publièrent le «Manifeste de Marburg». On chercha à exclure certains étudiants de l'université. En octobre 1970, le Sénat de Berlin déclara que le but des «cellules rouges», de l'université serait dans son ensemble contraire à la constitution. On interdit certains cours.

Arriva le moment où les premiers des étudiants de 1968 eurent terminé leurs études à l'université et se présentèrent

pour un poste, surtout dans l'enseignement. Ce fut l'heure de la vengeance. Le Sénat d'Ham-bourg décida en novembre 1971 qu'un candidat qui développe des activités dans un groupe radical «de droite ou de gauche», ne doit en aucun cas être nommé titulaire, en particulier dans le secteur de l'éducation. Le Sénat se fonda sur ce qu'un fonctionnaire d'Etat doit être disposé à défendre dans chaque instant l'ordre de la libre démocratie «freihetlich-demokratische Grundordnung», selon la constitution.

Les autres régions ne tardèrent pas à suivre cet exemple. En janvier 1972, l'assemblée des ministres-présidents de toutes les régions décida d'un décret qui disait de même, en ajoutant qu'il ne fallait même pas que le candidat développât des activités lui-même ; il serait suffisant qu'il fut membre d'une organisation visant à des buts anticonstitutionnels pour être refusé.

Qu'ont-ils donc fait, ces «radicaux» dont on ne veut pas dans les services publics ? Très souvent, ils ne sont que membres du parti communiste, cela suffit. D'autres ont pris part à des manifestations. Il y a un cas record où on a refusé d'employer un candidat dont la seule activité politique qu'il eût jamais développée de sa vie consistait dans une seule et unique participation à une manifestation contre la guerre au Vietnam en 1968. Plusieurs ont participé aux activités pour la réforme universitaire. D'autres ont développé des activités syndicales trop accentuées pour le goût de leurs supérieurs, etc.

D'où tirent les autorités leurs informations sur les candidats ? Par exemple : de la police politique, du «Verfassungsschutz» (service secret qui écoute, entre autres, le téléphone), de certaines associations de professeurs réactionnaires, de mouchards professionnels, etc.

Quelle fut la réaction du public ? Pas foudroyante, en tout cas. Les enseignants progressistes organisèrent plusieurs manifestations, surtout à Berlin. Dans quelques journaux, on trouva des petits articles. Mais cela ne fit nullement éclater l'opinion publique. La grande masse des enseignants se moquaient bien de la politique et par conséquent de ces mesures qui ne les considéraient pas, ils étaient peut-être contents qu'on éloignât ces emmerdeurs qui voulaient tout changer. Entre temps, le nombre des candidats congédiés augmenta. Il s'agissait surtout d'instituteurs et de professeurs, mais il y avait aussi quelques juges de temps à autres.

Actuellement, chaque candidat qui demande un poste dans l'enseignement est obligé d'indiquer à l'autorité respectrice les adresses de tous les domiciles où il a résidé pendant les cinq ans passés. Ainsi on peut se renseigner précisément s'il a jamais fait

quelque chose de «radical». Pas de chance d'y échapper !

On voit maintenant très souvent cette situation absurde par exemple, l'association des parents d'élèves dans une école consent officiellement aux mesures prises par l'Etat, tandis que les parents d'une classe dont on a licencié l'enseignant organisent avec leurs enfants, des grèves et des manifestations. Peut-être n'est-ce pas si absurde que cela : qu'attend-on de mieux d'une population politiquement abêtie mais pas fascisée, seulement incapable de comprendre tout ce qui se développe en dehors de son étroit cercle de vie quotidienne ?

II. - Le syndicat, le parti communiste, et les «radicaux».

Les enseignants allemands sont organisés dans deux associations. Ceux de l'enseignement secondaire s'inscrivent surtout au «Philologenverband», dont le but est avant tout de ne pas se mêler avec les instituteurs et de sauvegarder les privilèges des professeurs. On peut se figurer qu'il ne proteste pas trop contre les nouvelles mesures étatiques. Les autres adhèrent à la GEW (Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft) qui fait parti du DGB, le syndicat unique en Allemagne. Depuis 1968, il arrive de plus en plus que ceux de l'enseignement secondaire s'inscrivent à la GEW. Même les étudiants qui veulent plus tard aller dans l'enseignement commencent à s'y inscrire, mais la GEW n'est pas très heureuse face à ce développement et cherche maintenant à l'arrêter.

Ce qui correspond parfaitement à la tendance du syndicat à éliminer ce ses rangs tout membre qui pourrait avoir l'intention de «radicaliser» le syndicat lui-même. Bien sûr, au cas où un membre de la GEW est licencié, celle-là a le devoir de l'aider par son recours au droit, et dans la plupart des cas, le syndicat ne peut pas s'y soustraire. Mais il lui reste la possibilité, par exemple, de confier le cas à un avocat ami de la CDU (comme cela est arrivé avec 13 jeunes professeurs berlinois en 1973) ainsi la chance du candidat de gagner son procès restera minime.

Mais la meilleure manière de se tenir loin de toute sorte d'ennuis est certainement de ne pas avoir d'adhérent un jour risquerait peut-être de devenir l'objet d'un tel ennui. Dans ce but, on a récemment établi un nouveau procédé d'admission : qui veut adhérer à la GEW, doit se soumettre à un entretien avec un fonctionnaire de celle-ci, pour que celui-là décide s'il s'agit d'un radical apte à développer des activités nuisibles à la GEW, ou non. Quant à ceux qui sont déjà membres, on commence depuis peu à les mettre dehors l'un après l'autre. Ainsi est actuellement en cours une procédure d'exclusion contre un

allema

groupe d'ensei-  
geois qui ont eu  
participé aux ac-  
tivité combattant  
d'exercer la pro-  
On les accuse  
approchés des  
pondantes du pa-

Ce qui est ab-  
les sens : s'il est  
polémique contr-  
et son applicat-  
fait d'ailleurs la  
tant que cela n-  
s'engager sérieu-  
partiellement vr-  
très considérable  
licenciés sont r-  
parti, on ne peut  
que le DKP lui ait  
jeu que les autre  
on tient au prin-  
lité démocratiqu-  
de même scand-  
qui n'est pas si  
élections le sou-  
ployés des serv-  
cause de cela, l-  
niste qui tient  
légalité et à sa  
tionnelle, devra  
grand intérêt  
adhérents contr-  
l'anticonstitution-

En réalité, c-  
défense de ses  
moins que le sy-  
de tels pro-  
jour finir devant  
titutionnel supr-  
se répéterait le  
faucel on avait  
échapper lors de

à pr-  
du b-

Comme pro-  
les journaux fra-  
reçu un docum-  
Comité Libérat-  
Celui-ci dans sa  
tative s'est do-  
d'expliquer les  
conduit des  
espagnols à en-  
Suarez.

Quelque soit  
l'on puisse port-  
des d'action, il  
intéressant de po-  
sance de nos le-  
ment. Nous le  
plus volontiers  
presse s'est con-  
rer cette affaire  
de crocodile d'  
sens unique, s-  
comprendre la  
du peuple espa-  
tifier le recou-  
méthodes, les ex-

Communiqué d-  
taire Anti-répres-

Nous apparte-  
libertaire qui tra-  
construction  
anarcho-synd-  
sommés respon-  
d'explication et  
pour l'action  
l'enlèvement de  
sar Suarez, l-  
d'action révolu-  
tionaliste et no-  
d'ajouter au c-  
auteurs directs  
opinion sur le f-  
la situation glob-  
on trouve l'or-



## Allemagne fédérale: loi contre les radicaux suite

groupe d'enseignants hambourgeois qui ont eu le tort d'avoir participé aux activités d'un comité combattant les interdictions d'exercer la profession choisie. On les accuse de s'être trop approchés des activités correspondantes du parti communiste.

Ce qui est absurde dans tous les sens : s'il est vrai que le DKP polémique contre la nouvelle loi et son application - comme le fait d'ailleurs la GEW elle-même tant que cela ne l'oblige pas à s'engager sérieusement, s'il est partiellement vrai qu'une partie très considérable des enseignants licenciés sont membres de ce parti, on ne peut pas ne pas voir que le DKP lui aussi fait le même jeu que les autres institutions. Si on tient au principe de la « légalité démocratique », il est tout de même scandaleux qu'un parti qui n'est pas interdit pour les élections le soit pour les employés des services publics. A cause de cela, le parti communiste qui tient tellement à sa légalité et à sa fidélité constitutionnelle, devrait avoir le plus grand intérêt à défendre ses adhérents contre le soupçon de l'anticonstitutionnalité.

En réalité, ce parti prend la défense de ses membres encore moins que le syndicat. Il a peur que de tels procès puissent un jour finir devant le tribunal constitutionnel suprême, et qu'alors se répéterait le procédé de 1956 (auquel on avait cru pouvoir échapper lors de la fondation du

nouveau parti en 1969, dont le programme est le plus réformiste de tous les partis communistes du monde entier). C'est pourquoi il interdit généralement à ses membres de recourir au tribunal lorsqu'on les licencie. Il a très peur de toute action qui pourrait être interprétée comme une violation quelconque de la législation en cours, et pour ne pas être confondus avec eux. Les communistes commencent eux-mêmes la chasse aux transgresseurs de la loi. Dans ce procédé ils sont parfaitement d'accord avec la GEW qui fait la même chose, mais qui, de plus, ne veut pas être confondue avec les communistes. (D'ailleurs ce n'est pas seulement la GEW qui agit ainsi, tous les groupements du DGB agissent de la même manière en face des « radicaux »).

Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner le cas de l'enseignant Guede, contre lequel on est en train de faire une procédure d'enquête (avec comme but le licenciement, bien sûr). On l'accuse d'avoir publiquement vendu le journal d'un groupe maoïste. La GEW l'a immédiatement laissé tomber. Lors d'une conférence publique il a pareillement été attaqué par la DPK qui lui reproche (comme le font aussi les supérieurs de l'enseignant) d'avoir publié la lettre de congé que l'autorité scolaire avait écrit à un de ses collègues, il y a deux ans.

Le parti communiste est

d'avis que cette publication est contre la loi sur les statuts de la fonction publique, et qu'une telle infraction à la loi équivaut en principe, à une action terroriste.

### III. Les groupes libertaires et la « loi contre les radicaux »

Après tout ce que nous avons dit, le lecteur doit se demander s'il n'y a donc pas un seul groupe qui combat cet état de choses. Il pariera que ce doivent être les anarchistes. Mais il se trompe.

Ceux qui combattent sont les suivants : les enseignants directement ou indirectement concernés ; tantôt les élèves et leurs parents, mais ce n'est pas toujours ainsi, et cela se limite aux cas concrets ; les seuls qui suivent, depuis 1972, une campagne continue, ce sont les groupes des marxistes-léninistes et les maoïstes.

Quant aux anars, ils se sont plutôt désintéressés de la matière. Je ne veux pas exclure que, peut-être, dans une ville ou une autre quelque groupe anarchiste ait dit ou écrit ou fait quelque chose dans ce sens (puisque les anarchistes allemands ne sont pas organisés sur le plan national, il arrive qu'on ne soit pas informé sur les actions de tel ou tel groupe), mais dans l'ensemble on peut dire qu'ils n'ont rien fait. Cela s'explique par plusieurs facteurs :

- Les groupes anarchistes allemands n'ont commencé à se

constituer qu'après 1969. Il leur manque complètement la tradition et l'expérience des groupes français, italiens, espagnols. Il leur manque surtout l'expérience de la propre histoire allemande, ce qui serait très important pour le sujet en cause. Les groupes d'avant-guerre avaient été exterminés dans les camps de concentration et des quelques individus qui avaient miraculeusement survécu, la plupart ont commencé à collaborer avec les syndicats et dans d'autres institutions de l'après-guerre. Il ne restait qu'une douzaine de vraiment « fidèles » qui ne pouvaient rien faire contre le courant. Jusqu'en 1968, il n'y avait pas de recrutement, de manière qu'actuellement dans les groupes anarchistes allemands il manque toute une génération, celle du milieu. Il n'y a que des gens au-dessus de la soixantaine (qui ne sont guère nombreux) ; tout le reste, ce sont les très jeunes, entre 16 et 26 ans (ceux qui ont plus de 22 ans deviennent déjà rares). Il résulte de cette situation que l'expérience historique que laquelles se réfèrent les anars allemands ne va pas plus loin que 1968. Pour eux, comme pour les maoïstes, l'expérience décisive fut celle d'avoir été isolés des ouvriers dans certains moments historiques. D'autre part, les jeunes anars allemands ne sont en général pas encore concernés eux-mêmes par la nouvelle loi.

- Il n'est donc pas étonnant que dans beaucoup de groupes allemands la tendance « ouvrière

» soit la plus forte. Il faut ajouter qu'en Allemagne on est considérablement moins nombreux que dans les autres pays d'Europe et que, par conséquent, on ne peut pas se permettre de militer dans trop de secteurs à la fois. C'est ainsi qu'on a concentré les forces plutôt au travail à l'usine (après une première période où l'on travailla dans le sub-prolétariat). Bien sûr il y avait aussi d'autres groupes de travail, d'écopiers par exemple, mais on n'a rien fait à l'université ou dans les professions intellectuelles.

Ici, il n'est pas le lieu de discuter cette conception en général et en principe. Nous ne voulons que démontrer les conséquences pratiques qui résultent de la situation actuelle. Il est évident qu'aujourd'hui comme déjà au temps de Weimar la chasse à l'intellectuel insoumis n'est que le début de la chasse à l'ouvrier qui s'organise. On a constaté que, après les dernières grèves, les patrons d'usine ont fait circuler des listes noires, de manière qu'un certain nombre d'ouvriers licenciés ne puisse plus trouver d'emploi.

On connaît aussi le cas d'une candidate à l'enseignement, licenciée qui s'est faite embaucher comme secrétaire. Après la publication de son cas, elle a été licenciée de son nouveau poste. Je ne sais pas ce qu'elle est devenue depuis, mais personne ne doit se faire d'illusion, on ne l'embauchera pas à l'usine si elle a l'air trop intellectuelle.

## à propos de l'enlèvement du banquier d. angel baltasar suarez

Comme probablement tous les journaux français, nous avons reçu un document émanant d'un Comité Libertaire Anti-répressif. Celui-ci dans sa déclaration limitative s'est donné pour tâche d'expliquer les raisons qui ont conduit des révolutionnaires espagnols à enlever le banquier Suarez.

Quelque soit le jugement que l'on puisse porter sur ces méthodes d'action, il nous a semblé intéressant de porter à la connaissance de nos lecteurs ce document. Nous le faisons d'autant plus volontiers que la grande presse s'est contentée de déplorer cette affaire, avec les larmes de crocodile d'usage qui sont à sens unique, sans essayer de comprendre la situation tragique du peuple espagnol qui sans justifier le recours à de telles méthodes, les explique !

### Communiqué du Comité Libertaire Anti-répressif.

Nous appartenons à un noyau libertaire qui travaille pour la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste ; nous sommes responsables du travail d'explication et de revendication pour l'action menée à Paris : l'enlèvement de D. Angel Baltasar Suarez, par les groupes d'action révolutionnaire internationaliste et nous croyons utile d'ajouter au communiqué des auteurs directs de l'action, notre opinion sur le fait concret et sur la situation globale dans laquelle on trouve l'orientation straté-

gique et idéologique qui les animent.

Les conditions dans lesquelles les groupes révolutionnaires et particulièrement les libertaires développent leurs activités sont imposées par les positions idéologiques ; c'est-à-dire : - la non-différenciation entre la fin et les moyens ; - le rejet d'une hypothétique idéologie dans les maquillages politiques ; - la transformation non de la forme mais du fond du système des relations humaines et sociales.

Ces objectifs sont immuables. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de remplacer un gouvernement par un autre, un Etat par un autre, un Pouvoir par un autre, mais de l'élimination de tout Etat de tout Pouvoir.

Ces caractéristiques donnent à notre lutte une particularité inimitable et des conditions où ne peuvent jouer ni les pressions politiques à l'échelle internationale, ni les intérêts des relations inter-Etats (qu'ils soient capitalistes ou démocraties populaires), ni les appareils du « parti », montés à l'échelle supranationale. Notre lutte ne peut s'inscrire dans les limites de ces facteurs ; au contraire, ils jouent contre nous et nos positions.

Pour cette raison, le Régime impassible devant les pétitions de « grâce » en faveur de Salvador Puig Antich, a assassiné sereinement, conscient de ce que ces pétitions venues du monde entier n'allaient pas se convertir, une fois appliquée la peine de

mort en pressions politiques, diplomatiques ou économiques contre l'Etat franquiste. Ainsi, quand il s'agit d'assassiner un anarchiste, le Régime le fait impunément.

Uniquement pour cette raison, l'action menée par les groupes d'action révolutionnaire internationaliste est grandement justifiée, et justifie par la même occasion la lutte de classes à finalité révolutionnaire.

L'action des masses révolutionnaires, l'action des individus ou des petits noyaux, la propagande idéologique, etc... sont des éléments à utiliser qui ne s'excluent pas entre eux mais qui se complètent dans l'éventail de possibilités qu'offre notre résistance à l'oppression.

La situation dans laquelle se trouve la société espagnole, les derniers coups encaissés par le mouvement révolutionnaire exigeait une action exemplaire, qui comme l'exécution de Carro Blanco, prouve à l'Etat qu'il existe des révolutionnaires disposés à répondre à la violence étatique légalisée par la violence révolutionnaire.

Cette action menée à Paris n'est qu'un essai pour toucher l'ennemi, lui signifiant qu'on accepte les mêmes méthodes de combat jusqu'à obtenir la Révolution Sociale.

Nous les libertaires, nous ne poussons pas nos efforts pour trouver « une solution de rechange » au système capitaliste, (pacte pour la liberté, la Répu-

blique...) comme disent les groupes réformistes car c'est un moyen supplémentaire de défendre l'accumulation du capital au contraire, nous poussons notre lutte vers la Révolution Sociale pour qu'elle provoque la coupure définitive entre la bourgeoisie (ou bureaucratie en certains cas) et le prolétariat, parvenant à la société sans classe.

Devant le terrorisme quotidien de l'Etat (sanctions aux travailleurs dans les usines, occupation des universités par la police, procès, conseils de guerre, tortures aux détenus, assassinats) les libertaires préconisent l'utilisation de la violence révolutionnaire.

Nous entendons par violence révolutionnaire, l'action directe du prolétariat dans ses luttes, ignorant les moyens légaux de la bourgeoisie, CNS, tribunaux, élections, etc... et nous proposons l'autogestion des luttes, l'occupation des usines, les grèves révolutionnaires ; dans ce même contexte s'insèrent des actions comme celle que nous revendiquons aujourd'hui, comme auto-défense devant la séquestration légale que l'Etat utilise contre les militants révolutionnaires emprisonnés.

Devant la réapparition d'un phénomène de tendance autoritaire et libertaire, chaque jour plus ample et dynamique, mais qui pour le moment se traduit en pratique par une incohérence évidente, nous considérons indispensable de trouver la forme de coordination qui permet-

tra la consolidation de ce phénomène dans une activité plus efficace et plus précise.

En conséquence à cette diversité, la création spontanée de comités de soutien, comme pour le cas de PUIG ANTICH, a empêché une réponse adéquate. Conscients de ce phénomène, et particulièrement favorables à la reconstruction du Mouvement anarcho-syndicaliste, à la base d'un concept anti-hiérarchique et anti-bureaucratique, nous basant sur une vision ouverte antidogmatique, nous croyons que devant l'inefficacité de ces comités de soutien et devant la remontée de la répression, s'impose la nécessité de créer, avec un caractère stable, un instrument efficace de solidarité : le COMITÉ LIBERTAIRE ANTI-REPRESSIF.

Le comité Libertaire Anti-répressif, en diffusant l'action accomplie, n'a d'autre objectif que de divulguer (en l'expliquant ouvertement, assurant la véracité de nos insérences dans un procès de « prise d'initiative » des révolutionnaires contre l'offensive internationalisée des Etats.

Nous croyons que cette action représente une des nombreuses facettes que peut adopter la lutte sociale et pour cela nous nous efforcerons de divulguer amplement son véritable contenu et son objectif.

Comité Libertaire Anti-répressif



# la place de l'art dans la société

Aujourd'hui

L'art est réservé à une élite intellectuelle et financière.

— Elite intellectuelle puisqu'il n'existe pas de structures permettant au peuple de comprendre l'art et d'assimiler lui-même la création artistique. Les structures artistiques, économiques et sociales actuelles sont telles qu'elles éloignent le peuple de la culture et de la création (entretien du mythe de l'artiste, l'art lui est réservé comme à d'autres est réservé le soin d'assurer la production ou l'enseignement, statut social de l'artiste qui se trouve en dehors de la Société).

— Elite financière qui prend sa source dans le statut social de l'artiste (ne peut créer que celui qui peut vivre de son art ou de ses rentes), dans le commerce de l'art (à chaque œuvre correspond une valeur monétaire variable suivant l'époque et le créateur).

L'artiste de la Société actuelle se trouve dans une situation privilégiée. Bien que rarement dans une condition financière enviable, l'artiste est privilégié dans la mesure où il ne prend pas part au système de production (à l'exception de quelques cas comme les architectes). Cependant il ne faudrait pas rendre nécessairement responsable l'artiste, de cette situation. Dans la société actuelle, un artiste ne peut matériellement s'intégrer au système productif, sans réprimer son activité créatrice.

Aujourd'hui l'art est institutionnalisé, c'est l'art officiel, celui qui est la base de la culture, elle-même institutionnalisée. L'existence de l'art officiel est source de stagnation, il limite l'imagination créatrice des artistes et à *fortiori*, celle du peuple. Oscar Wilde disait que « le public utilise les grands classiques d'un pays pour arrêter le progrès de l'art. Il les dégrade en les transformant en manifestations de l'autorité. Il en use comme s'ils étaient des matraques pour empêcher la libre expression de la beauté sous des formes neuves ».

A l'opposé de cet art institutionnalisé, on découvre un art de lutte qui cherche à traduire les aspirations populaires, à faire pénétrer l'art dans le peuple (et ce, tout particulièrement dans le théâtre moderne avec des troupes comme le « théâtre de l'Aquarium » où le « Théâtre éclaté d'Anancy », et de manière plus marginale dans l'art cinématographique). Dans la société actuelle l'artiste joue un rôle de popularisation des situations sociales et de création d'une atmosphère propice à l'imagination d'une autre vie.

L'artiste doit se garder de jouer le rôle de leader à l'égard du peuple. Il peut seulement mettre ses capacités au service de ce dernier.

Kropotkine, en invitant les artistes à s'engager, les prévient « de ne pas venir en qualité de maîtres, mais en camarades de lutte, non pas pour gouverner, mais

pour s'inspirer dans un milieu nouveau, moins pour enseigner que pour concevoir les aspirations des masses, les deviner et les formuler et puis travailler sans relâche à les faire entrer dans la vie ».

Demain

Ce sera, « l'art du peuple, pour le peuple, et par le peuple » (Proudhon). L'art sera l'expression libre de tous sans contrainte dogmatique, financière ou intellectuelle.

La création artistique étant assurée par le peuple tout entier, les conditions seront favorables à un art collectif qui est le mieux placé pour refléter la situation sociale du peuple.

L'artiste actuel, isolé des masses a tendance à introduire sa vision *personnelle* des choses alors que le peuple est capable de traduire la réalité *collective*.

D'autre part, l'avènement de la création populaire est propice à la disparition de cette classe de privilégiés que sont les artistes. Le rôle même de catalyseur des luttes est dès lors assuré par le peuple dans son ensemble, rôle qu'il assure d'autant mieux qu'il *vit* les luttes sociales.

Il ne faudrait pas croire que ces idées sont nouvelles. Il y a plus d'un siècle Proudhon et Tolstoï les avaient déjà avancées. « Une fois que les artistes, les bohèmes, et les dandys auront été mis au ban de la Société,

## LA RUE

N° 18

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

Numéro spécial **LE SEXE**

La philosophie et la Sexualité de J. Riveloygue  
Ton corps est à toi, le sais-tu ? de F. Travelet  
Le couple et ses problèmes de M. Niel  
Erotisme, pornographie et anarchie de P. Chauvet  
Le Ghetto de R. Bosdeveix  
Les jeunes et le sexe de M. Bonin  
De l'éveil sexuel au mariage de F. Agry  
La sexualité et les couches sociales de F. Melgar  
... et des études de M. Joyeux, S. et J. Rollin, J. Barrué,  
des écrits de grands auteurs...

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.

Abonnement : 4 numéros, 28 F - Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros : 40 F.

Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

té, tout le monde se mettra à la tâche et fera de l'art pour soit, par plaisir ou par obligation. (Proudhon). « Un artiste sera désormais un citoyen, un homme comme un autre ; il suivra les mêmes règles, obéira aux mêmes principes, respectera les mêmes convenances, parlera la même langue, exercera les mêmes droits, remplira les mêmes devoirs. Fini le temps de l'idolâtrie des hommes excessifs ». (Proudhon). « L'art de l'avenir ne sera pas l'œuvre d'artistes professionnels ayant une activité artistique rémunérée et n'ayant que celle-là. L'art de l'avenir sera l'œuvre de tous les hommes issus du peuple, qui se consacreront à cette activité lorsqu'ils en sentiront la nécessité ». (Tolstoï).

La phase ultime est donc la destruction de l'artiste, destruction qui ne peut être possible que dans la mesure où le peuple tout entier prend la relève de l'artiste.

Mais cette relève ne peut être assurée que dans la mesure où les structures économiques, sociales, les structures de travail et d'expression favorisent la création collective et individuelle. Et c'est pour cela que la technique et la science actuellement si développées doivent être mises non pas au service du profit mais au service du peuple pour réduire les horaires de travail. Il faut également créer les organismes d'éducation populaire permettant le libre accès à la culture et à la création pour tous.

Il faut que parallèlement à sa vocation enseignante, l'Education nationale encourage l'expression de la jeunesse alors qu'aujourd'hui elle la réprime. Ce n'est que dans cette mesure que l'art retrouvera ses origines populaires et que le peuple remplira son rôle créateur.

Jacques

## DISQUES

Nous avons reçu, il y a déjà quelques temps, un 45 tours de la collection « Expression spontanée », enregistré par le groupe culturel Renault. Combien vite une regrettable lacune en signalant cet excellent document qui, sous le titre « Cadences », développe des thèmes qui nous sont chers. « Merci cadences » et « l'Ordre », s'ils n'engendrent pas spécialement la gaieté, sont des appels à la prise de conscience et à la révolte. Le ton du disque est authentiquement « prolo » et la pochette ornée d'un dessin éloquent indique que vous n'entendrez jamais ce disque au « Show-Business-Radio-System » ; nous en sommes certains et c'est pourquoi nous aurons à cœur de le posséder et de le faire entendre.

L'ami Gilles Naudin, qui est un habitué de nos fêtes, vient de sortir chez S.F.P. un 45 tours

no 44018. Naudin nous donne ici un aperçu de ses talents d'auteur-compositeur-interprète avec l'agréable complicité de J.F. Gaël et de son orchestre.

Dans « Combien d'aubes », il exhale une certaine mélancolie amoureuse qu'il traite d'une manière délicate et originale. Dans « Utopic city », il nous communique avec une foi vigoureuse la vision idéalisée d'un avenir qu'il nous appartient de construire.

Voilà un disque qui nous change de la facilité et du médiocre que diffusent les milliers de 45 tours du commerce.

Un camarade de Brest nous a fait parvenir, accompagné d'une lettre, un grand 33 tours de Gérard Ducos, édité par le Studio I.R.I.S. de Lattelou-Milizac dans le Finistère. Voilà un disque, entièrement réalisé en Bretagne, qui nous prouve que

même si cette région est déshéritée, la chanson y a un impact profond puisqu'elle a suscité l'implantation, si modeste soit-elle, d'une industrie habituellement localisée dans les grands centres.

Nous ne connaissons pas Gérard Ducos ni ses chansons, son disque nous a agréablement surpris et nous pouvons, d'ores et déjà, le considérer comme un ami de choix. Quand on sait toute la difficulté qu'il y a, pour un auteur-compositeur-interprète qui a « quelque chose à dire », à vivre et à survivre, on ne peut que saluer Ducos qui a, pour ce faire, choisi une région réputée réfractaire aux « idées osées ».

Le disque, très équilibré, comporte dix chansons d'excellente facture, tant sur le plan poétique que musical. Les accompagnements, bien faits et discrets à souhait, devraient bien inspirer certaines « formations » en renom dont le dessin apparent est de couvrir la voix de l'interprète. Ajoutons que l'accordéon, ce galeux tant décrié,

trouve ici sa place, ce qui, pour mon goût, ne gâche rien.

Gérard Ducos est un poète, peut-être s'enferme-t-il un peu dans sa mélancolie, mais cela nous vaut de belles images. Ses chansons, fortement teintées d'un individualisme sain, n'en sont pas moins généreuses pour autant. Tour à tour, la Société Dieu, la Guerre, sont fustigés de main de maître par ce moderne troubadour.

Une des chansons du disque s'intitule « le Drapo », est une violente diatribe antipatriotarde qui révèle chez son auteur un côté « chansonnier ». La lettre de notre camarade breton fait état d'un fait divers qui honore Gérard Ducos. Lors d'un tour de chant au Palais des Arts de Vanves, fief du trop célèbre Marcellin, l'organisateur demanda à Gérard Ducos de ne pas chanter « le Drapo ». Celui-ci accepta d'abord puis, se reprenant, dit : s'il y a rappel, je le chante. Il y eût rappel, il attaqua « le Drapo ».

Le préfet, présent au milieu du gratin local, se leva furieux, voulut faire évacuer la salle et fit stopper le spectacle. OUEST-

FRANCE dans son compte-rendu du spectacle écrit : « Les C.R.S. sont intervenus paisiblement, mitrailleuse au poing ». Voilà qui situe bien le climat dans lequel Gérard Ducos évolue courageusement. Une raison de plus pour nous de l'aider en diffusant son disque.

J.F. STAS

N.B. : Ces disques sont en vente à notre librairie

PUBLICO

3, rue Ternaux Paris 75011

Claude Kottelanne

LOQUELE

Gravure de Georges Rubel. Un volume 14/21 à l'Italienne. — l'un des 30 exemplaires ornés d'une gravure de Georges Rubel : 120 F. — l'exemplaire ordinaire : 14 F. Guy Chambelland éditeur.



# le livre du mois

## marx, l'association, l'anti-lénine

PAR CLAUDE BERGER

Payot Editions

Même si je l'ai déjà fait, je veux rappeler à nos lecteurs ce que j'écrivais il y a quelques années alors que paraissaient les ouvrages de dissidents communistes en coquetterie avec leur parti. « Le processus est engagé, écrivais-je, pour l'instant Lénine paraît encore hors d'atteinte, cela ne durera pas ». En effet, imperceptiblement, l'anti-stalinisme a mordu sur le bolchevisme et, par un mouvement irrésistible, a atteint le léninisme lui-même, simplement parce que ce stalinisme était son fruit.

Dans ce combat de défense à tout prix du terrain conquis, le marxisme jette par-dessus bord tous les cadavres de l'histoire qui risquent d'empester la doctrine. Et pour cette tâche pie, il reprend à son compte les jugements de Rosa Luxembourg et ceux de l'opposition révolutionnaire russe et allemande que les sorbonnards du marxisme avaient condamnés pendant cinquante ans.

On peut dire que dans ce combat désespéré pour trier le pur de l'impur, le livre d'ailleurs fort intéressant de Claude Berger est une somme ! Il fait un effort louable pour décortiquer le marxisme et rejeter tous les éléments dont les théoriciens opportunistes l'ont alourdi. Il s'échine à nous démontrer les scories apportées par le léninisme. Il démolit avec allégresse le capitalisme d'Etat, le maintien du salariat et trouve — mais il a de bons yeux — dans l'œuvre du maître les éléments « des grèves émancipatrices ». Il essaie de pousser l'enseignement de Marx au premier plan de l'actualité.

Y réussit-il ? Les fans du marxisme qui veulent sauver la doctrine le croiront. Pour ma part je suis plus réservé.

Si le stalinisme était inscrit dans le léninisme, si le léninisme prenait ses racines dans Kauski première manière, on pourrait penser, comme moi, que c'est la source même qui était le ferment de ces déviations que Claude Berger condamne aujourd'hui. Ce ne sont pas les branches, mais le tronc qui est à l'origine des fruits altérés.

Attendons-nous donc à voir, dans les années qui suivent, nos marxistes purs et durs, emportés par un processus évolutif, irréversible, s'attaquer à Engels puis au saint des saints, Marx soi-même, pour sauver l'essentiel. Et comme je n'ai aucune sympathie pour ces personnages qui ont fait régner, au nom du marxisme, une véritable dictature et un terrorisme intellectuel sur le prolétariat, je me ferai une joie de tenir nos lecteurs au courant des étapes de cette évolution irréversible.

## les dossiers noirs de la justice française

par DENIS LANGLOIS

Editions du Seuil

Denis Langlois poursuit avec obstination l'étude des lois ou tout au moins de leur interprétation par les services destinés à les appliquer et de leur incidence sur la société et sur l'homme qui les subit.

Après s'être occupé de la police, le voici qui s'attaque à la justice à travers de multiples exemples dont certains sont encore présents à notre esprit.

Bien sûr, les magistrats sont tenus par leurs textes. Les plus honnêtes d'entre eux en ont conscience et le syndicat de la magistrature pouvait déclarer : « Le riche est bien adapté à notre système judiciaire, tellement bien d'ailleurs que ce système paraît spécialement conçu pour lui ».

Cependant, ce qui reste le plus frappant ce sont les exemples de justice de classe qui indignent notre auteur. En voici un exemple :

« J'ai eu peur, j'ai tiré » déclare un gendarme qui a tué à bout portant un civil innocent. Un an de prison avec sursis.

« J'ai eu peur, j'ai tiré » déclare un jeune voleur après le meurtre d'un policier. Réclusion criminelle à perpétuité.

C'est cela la justice de classe contre laquelle s'élève Denis Langlois avec sa vigueur habituelle.

C'est un livre à lire et à conserver, car il restera, avec les autres ouvrages de cet auteur, un témoin de notre temps.

## la croissance économique en question

par LAURENT MAOT

Les Editions Ouvrières

Voici un livre intéressant, même s'il demande parfois un effort de réflexion que le sujet impose d'ailleurs. Et d'abord, qu'est-ce que la croissance économique, de quelle manière le système l'oriente-t-elle, quels sont les rapports de la croissance et du socialisme ? Tels sont les chapitres principaux de cet ouvrage qui, d'autre part, nous explique le système complexe de la production de masse, la part de l'équipement, la part et le rôle de l'innovation, etc.

L'auteur en profite pour souligner les transformations que le régime capitaliste s'impose pour survivre et les mutations qu'il discerne sur celles que j'ai maintes fois soulignées ici. Pour lui, la croissance est nécessaire au socialisme et là aussi, il a raison, encore que cette croissance doive être orientée vers les productions de vie et limitée de façon que les investissements qu'elle impose ne soient pas une ponction déraisonnable sur le revenu national. Les hommes sont fatigués des lendemains qui chantent et la production doit être orientée de telle manière qu'ils reçoivent le produit de leurs efforts.

On pourrait discuter bien des points de ce livre sérieux et réfléchi, mais je ne le ferai pas, car il possède un caractère intéressant. Il familiarise le lecteur avec des problèmes économiques souvent mal digérés. Enfin, il est écrit simplement, ce qui n'est généralement pas la qualité de ce genre d'ouvrage. Un livre à lire et même à relire.

## collections populaires

**Des dieux, des tombeaux, des savants**, par C.W. Ceram (L.P.). Voici enfin dans une collection populaire ce livre qui fut une véritable révolution. Le savant n'était plus ce rêveur que l'imagerie populaire nous avait représenté, mais un homme actif parti vers l'aventure qui fouillait le sol pour découvrir le grand livre d'images où, dorénavant, se lirait l'histoire prodigieuse des civilisations archaïques.

**Emmanuelle**, par Emmanuelle Arsan (10/18). Lorsqu'il sortit, ce livre étonna. Il réunissait peut-être pour la première fois l'érotisme et la qualité littéraire, sans avoir recours aux artifices qui, de Sade à Bataille en passant par Histoire d'O, font « passer » ce genre de littérature. Le livre est gai, précis et tourné vers le plaisir plutôt que vers la douleur, l'arbitraire, le despotisme qui trop souvent inspirent ce genre d'ouvrage.

**Le cri de la chouette**, par Hervé Bazin (L.P.). Bazin continue à exploiter littérairement ses ennus de jeunesse. Cela pourrait tirer en longueur. Il se trouve que ce livre est de la même veine que le premier qui lança l'auteur, et les mauvaises langues pourraient prétendre que les volumes qui s'intercalent entre ces deux-là, sont parfaitement inutiles.

**L'amour autour de la maison**, par T'Serstevens (L.P.). L'auteur fut par excellence l'homme du grand large, des aventures lointaines. Ce livre est également l'aventure d'une âme enfermée autour de la maison et l'amour y prend un caractère tragique.

**Je n'oublierai jamais**, de Pearl Buck (L.P.). Encore un grand écrivain de l'aventure et de l'action qui se replie sur lui-même pour se raconter. Sa sensibilité de femme et sa tendresse confèrent à ce volume une densité que nous retrouvons dans certains de ses ouvrages antérieurs, et je pense particulièrement au « Patriote ».

### service librairie

3, rue Ternaux 75011 Paris  
Tél. : 805-34-08  
CCP Paris 11 2 89 15  
ouvert du mardi au samedi  
de 13 h à 19 h

**BAKOUNINE Michel**  
— Socialisme libertaire - 8 F

**BAKOUNINE Michel**  
— Dieu et l'Etat - 6 F

**BAKOUNINE Michel**  
— OEuvres - tome 1 - 25 F

**BANCAL Jean**  
— Proudhon, pluralisme et auto-gestion.  
— Ses Fondements - 21 F  
— Ses Réalisations - 21 F

**BARRUE Jean**  
— L'anarchisme aujourd'hui - 12 F

**BLONDEAU Yves**  
— Le syndicat des correcteurs - 38 F

**COEURDEROY Ernest**  
— Pour la révolution - 32 F

**DARIEN Georges**  
— L'ennemi du peuple - 19,90 F

**DEVEZE Michel**  
— Cayenne - 6,15 F

**DOMMANGET Maurice**  
— Histoire du premier mai - 55,00 F  
— Histoire du drapeau rouge - 40,00 F  
— Saint-Just - 27,50 F  
— Edouard Vaillant, un grand socialiste - 20,00 F  
— L'enseignement, l'enfance et la culture sous la commune - 9,20 F

**Christian de GOUSTINE**  
— Pouget ; les matins noirs du syndicalisme - 33 F

**GRAVE Jean**  
— Quarante ans de propagande anarchiste - 45 F

**GURVITCH Georges**  
— Etudes sur les classes sociales - 8,00 F

— Dialectique et sociologie - 7,50 F

— Les cadres sociaux de la connaissance - 20,70 F

**HAHN Pierre**  
— Français, encore un effort - 25 F

**HEPNER Benoît-P.**  
— Bakounine et le panslavisme révolutionnaire - 20 F

**ILLICH Ivan**  
— Une société sans école - 18 F  
— Libérer l'avenir - 6 F  
— Energie et équité - 6,50 F

**PROUDHON P.J.**  
— Textes choisis, présentés et commentés par J. LAJUGIE - 16 F

— De la création de l'ordre dans l'humanité ou Principes d'organisation politique - 40 F

— Contradictions politiques - 40 F

— Philosophie du Progrès. La justice poursuivie par l'Eglise - 40 F

— Ecrits sur la religion - 40 F

— Du principe fédératif - 40 F

— Carnets 1 - 35 F  
— Carnets 2 - 35 F  
— Carnets 3 - 37 F

— Ou'est-ce que la propriété - 5 F  
— La vie, son œuvre par G. GURVITCH - 7,50 F  
— L'actualité de Proudhon par le Centre national d'étude des problèmes de sociologie et d'économie européennes - 51 F

**VOLINE**  
— La révolution inconnue :  
— De 1905 à Octobre - 9,50 F  
— Du pouvoir bolcheviste à Cronstadt - 9,50 F  
— L'insurrection paysanne en Ukraine - 9,50 F

**VOYENNE Bernard**  
— Le Fédéralisme de P.J. Proudhon - 18 F

Le n° 113 des CAHIERS des AMIS de HAN RYNER est paru. Au sommaire :  
Un meeting antimilitariste au tribunal militaire. Roger Thiry, T. Holcroft, W. Godwin. Han Ryner : Dictature du sabre : Paul Robin : Babel. F.B. Conem : pour les 100 ans de Tristan Klingsor. Le n° 5 F.



# informations d'argentine

*Examen synthétique du « Nouveau Péronisme ». Résurgence triomphale d'une idole presque octogonaire. Administration, étonnement et aussi indignation. Début de la démystification. Guérilleros : du héros aux délinquants de droit commun. Le « pacte social ». Consolidation de la bureaucratie cégétiste. Guerre contre les « Infiltrés ». Tourment décidé vers la droite.*

L'avènement de Juan Domingo Peron à la présidence de la République au moyen d'un vote populaire massif a provoqué des impressions diverses, mêlées d'étonnement, d'admiration et d'amères réflexions. La correspondance arrivée dans nos mains de la part de compagnons de différents pays, exprime d'une certaine façon, ces réactions généralisées à tel point qu'elles demandent une explication plus ou moins circonstanciée de cet étrange phénomène. Presque toutes reflètent leur peine et leur indignation pour ce qui arrive et ce qui peut arriver en Argentine dans un proche avenir.

C'est en vérité une tâche difficile que d'expliquer en termes objectifs, rationnels, ce qui constitue fondamentalement un phénomène d'irrationalité débordante qui pourra seulement se comprendre avec la marche des événements, à mesure que ceux-ci canaliseront les faits dans les chemins logiques, chose qui, de notre point de vue commence à arriver.

## le mythe péroniste

Une explication générale, approximative, de ce phénomène, pourra se fixer dans la création mystique du personnage que représente et représente encore Peron. Le mythe naît dans des circonstances historiques très particulières. On se souvient que la figure de Peron apparaît sur la scène politique argentine au milieu de la seconde guerre mondiale après plus d'une décennie de réaction conservatrice, de crise économique et la suppression des conquêtes ouvrières qui avaient été obtenues au cours d'un demi-siècle de luttes. Le soulèvement militaire de 1943, origine de l'élévation de Peron, parut à beaucoup le début d'une nouvelle ère et la fin des cauchemars réactionnaires. Peron, excellent stratège politique, sut profiter du moment où comprenant que la stabilité au sommet du pouvoir, ne pouvait être soutenue par une base de sabres et de baïonnettes, mais plutôt par le consentement populaire, obtenu celui-là avec les artifices démagogiques qu'il avait appris du fascisme italien et du nazisme allemand. Et par suite : il s'employa à fond à mettre en pratique ces méthodes en terre argentine. La « Nouvelle » méthodologie était très simple : au lieu d'employer la répression systématique, brutale et nue, user de la flatterie, de la tromperie de la démagogie la plus débridée et en ultime secours, comme cela arriva de nombreuses fois, la rigueur la plus impitoyable.

A la fin de la guerre de 1945, les conditions économiques de l'Etat argentin étaient excellents pour mettre en pratique ces méthodes. Plusieurs milliards de dollars étaient accumulés dans les banques des pays alliés comme dettes à l'Argentine. Ces sommes permirent à Peron de réaliser les plans prévus auparavant. Augmentation des salaires avec effet rétroactif, installation d'industries légères - sans infrastructure digne de ce nom - distribution de dons et de pots de vin directement etc...

Les dirigeants syndicaux de deuxième ordre furent promus à de hauts postes dans le gouvernement. Les transfuges et les ambitieux de tous les secteurs servirent à créer les cadres dont Peron avait besoin pour assujettir et diriger la classe ouvrière. C'est comme cela qu'il fut élu par les communes en 1946 avec près de 55 % des suffrages. A partir de ce moment et

jusqu'à la fin de 1951, on vécut des années d'euphorie artificielle, d'augmentation de salaires et aussi d'infiltration corrélative. Ensuite commença une période de pénurie, de crise, de restrictions, de campagnes pour une plus grande productivité, etc... C'était le début de « la période des vaches maigres », mais néanmoins, la période précédente (1946-1951) fut suffisante pour créer et affermir le mythe de Peron comme Thaumaturge, créateur de richesses, ami des travailleurs, champion des masses submergées, etc...

Ce mythe ne fut pas ébranlé, quand à partir de 1952, année où Peron fut réélu - Le gouvernement interdit finalement les grèves, poursuivit implacablement les dirigeants ouvriers qui ne se plièrent pas à ses ordres, et même quand il mit en marche un régime de tortures contre tous ceux qui, de quelque façon que ce soit, extériorisaient une critique contre un ordre totalitaire et démagogique en vigueur.

Les choses allaient ainsi, on pouvait présumer, qu'avec quelques années de plus, le mythe allait s'évanouir devant la vigueur des faits. Paradoxalement, le soulèvement militaire, qui avec l'appui civil, en 1955 destitua Peron en le faisant fuir précipitamment, revivifia le mythe, qui augmenta avec le temps. Il faut signaler que les divers gouvernements qui succédèrent à Péron, héritiers de crises de tout ordre : économique, politique et social comme conséquence de la longue période de démagogie et de corruption. Pour diverses raisons, que l'on a pas à signaler ici, ces gouvernements restèrent ou bien totalement inopérants, ou franchement régressifs, et ne purent que dans quelques cas, utiliser effrontément le même type de démagogie qu'avait imposé le Péronisme.

Dans cet ordre de choses, le facteur déterminant par excellence de l'ambiance de confusion, de mécontentement et de désastres économiques fut constitué par la dictature militaire instaurée le 28 juillet 1966 et qui, au cours d'étapes successives, représentées chacune d'elles par un commandant ou chef de l'armée, produisit non seulement un terrible désastre économique, mais aussi une série d'actes de violence commis par des formations de guérilleros qui justifiaient leur comportement par les décisions arbitraires du gouvernement.

## le retour de péron

Pendant ce temps, le leader justicialiste, résidait placidement dans une demeure seigneuriale de la capital espagnole, sous la protection paternelle du régime franquiste. Et c'est alors que se produisit ce pèlerinage continue des diverses figures politiques argentines vers cette luxueuse résidence madrilène. La majeure partie des pèlerins allait rendre hommage à l'exilé et solliciter son appui pour trouver une issue à la situation argentine par la voie des urnes. Parmi les hôtes de Peron se trouvait une vaste gamme politico-idéologique, depuis les vieux conservateurs plus ou moins fascinants, jusqu'à certains gauchistes et même ce que l'on peut appeler les « Ultragauchistes ». Parmi ces derniers se trouvaient les dirigeants guérilleros, des représentants de ce que l'on appelle « les formations spéciales » du mouvement péroniste, et d'autres encore qui aspiraient seulement à l'obtention de postes par voie légale. L'habileté stratégique de Peron consista à se conformer à leurs vœux et à les approuver tous, de telle sorte que chacun des pèlerins, bien qu'ils soient aux antipodes les uns des autres, sortaient convaincus que le grand chef les appuyait pleinement.

A mesure que les actes de guérilla, et la répression de la dictature militaire qui en découlait, s'accroissaient dans le pays, Peron

apparaissait pour la majorité de ses vieux adeptes et des jeunes convertis, comme le grand pacificateur, le seul capable d'en finir avec la violence en Argentine, ainsi qu'avec le sous-développement ce que l'on appelle la dépendance etc...

D'un autre côté, les jeunes extrémistes allaient vite lancer le slogan de « Patrie socialiste », partant de Madrid convaincus eux-aussi que le vieux leader était disposé à promouvoir une authentique révolution, aux contours plus ou moins « marxistants », en cas de retour au pouvoir. Il faut se rappeler que durant ses périodes présidentielles antérieures, Peron ne modifia en rien les structures capitalistes de l'Etat argentin et que, bien au contraire, son action renforça les vieilles oligarchies grossies de nouvelles, surgies du régime péroniste.

Pour des raisons de place, nous ne décrivons pas les péripéties qui, à partir de 1972 firent place à la dénommée institutionnalisation argentine qui, au travers de diverses manœuvres d'escamotage politique, rendirent possible le retour de Peron au pouvoir légal avec l'appui de 62 % de l'électorat. Et c'est à partir de ce moment, que commença à se produire lentement, bien qu'avec un rythme chaque fois plus accéléré, ce que nous nous permettons de qualifier de processus de démystification. Les positions contradictoires, absolument incompatibles entre elles, avaient nourri la stratégie péroniste de façon violente et corrosive. Un exemple caractéristique de ce choc se déroula quand les adeptes les plus exaltés de l'idole groupés dans une jeunesse aussi vaillante qu'irréfléchie, se divisèrent en noyaux antagonistes : les uns proclamaient avec fracas la formule de Patrie socialiste, les autres, avec une même ferveur et une agressivité manifeste, répliquaient avec leur propre formule de Patrie péroniste ou justicialiste. On ne parlait pas, évidemment, de différences thématiques, et on débattait du problème dans une atmosphère académique. Les arguments que maniaient les uns et les autres, également fanatiques de Peron, allaient de la masse à la rafale de mitrailleuse et autres moyens non moins contondants.

Le Caudillo suprême parut être impassible devant cette polémique interne entre ses jeunes adeptes, qui, que ce soit en luttes franches ou par attentats occasionna fréquemment la mort de militants des deux bandes. Le grand pacificateur était « ailleurs ». Et cet ailleurs n'était rien moins que la pacification du pays dans le style qui depuis toujours lui fut agréable, c'est-à-dire le style paternaliste de ses gouvernements antérieurs, essayant de fortifier les structures politiques qui donneraient comme résultat le respect, sans hésitation de la part de ses adeptes, de la verticalité du parti péroniste et l'acceptation de ce « paternalisme » par le reste de la population.

## le pacte social

Un des premiers pas dans ce sens - véritable infrastructure de la nouvelle conception politique - fut ce que l'on a appelé le Pacte social. Ce pacte fut élaboré et structuré par une équipe d'entrepreneurs sous les ordres de l'ex-président de la Confédération Générale (CGE) et actuel ministre de l'économie nationale. Immédiatement sans plus d'ébat, il fut accepté et signé par les représentants de la Confédération Générale du travail (CGT) au nom des travailleurs et approuvé par le gouvernement. L'essentiel du document, précédé d'un fatras de considération consistait à admettre un blocage total des salaires durant deux ans (au moins). Il établissait également un blocage des prix, qui comme nous le savons n'ont jamais pu se réaliser. Le résultat fut la soumission des syndicats alors que les prix

Suite page 10